

Commune de La Laupie
(Drôme)

P.L.U.

Plan local d'urbanisme
(REVISION DU P.O.S. ET TRANSFORMATION EN P.L.U.)

Sous dossier

ANNEXES
SANITAIRES

(Réseaux publics)

A.E.P. / ASSAINISSEMENT

- Adduction d'eau potable

La commune est alimentée en eau potable par le Syndicat des Eaux du Bas Roubion, avec gestion par concessionnaire (SAUR). Le captage principal est situé quartier Reynière à Bonlieu sur Roubion. Une conduite de refoulement, qui traverse la commune, alimente un château d'eau dans la partie collinaire nord, et la distribution du s'effectue par redescende en gravitaire. Toutes les extensions, avec mises en conformité et reprises des alimentations et distributions, ont été réalisées il y a une dizaine d'années, l'ensemble ayant été dimensionné confortablement pour faire face aux accroissements de population et aux extensions d'urbanisation prévus au PLU.

- Assainissement

Les divers effluents sont collectés de manière séparative et dirigés vers la station d'épuration de la commune, non loin du terrain communal du stade. Sa capacité permet de traiter les eaux usées et vannes d'un ordre de grandeur limité à 500 équivalent-habitants, avec des réseaux en rapport. Au delà, lorsque l'on envisagera un avenir en augmentation à moyen ou long terme, il conviendra programmer de nouvelles installations dans un cadre intercommunal avec les communes riveraines. Le P.L.U. est en accord avec le zonage d'assainissement prescrit par le code des collectivités territoriales, et précisé par le Schéma Général d'Assainissement qui vient d'être établi : ce document devient la référence.

- Ordures ménagères

Le ramassage de la commune est effectué régulièrement par service concessionnaire dans le cadre de l'intercommunalité de la Communauté de Communes du Pays de Marsanne, avec traitement et élimination en décharge contrôlée. Une déchetterie relais, de caractère intercommunal, est en place sur la commune à l'ouest de la zone artisanale et donne satisfaction. D'autre part 2 emplacements de colonnes de tri (sélectif) sont aussi en service avec des volumes en progression régulière, témoignant d'une information-sensibilisation municipale efficace et d'une bonne responsabilisation de tous.

.....

Commune de La Laupie
(Drôme)

P.L.U.

Plan local d'urbanisme
(REVISION DU P.O.S. ET TRANSFORMATION EN P.L.U.)

ANNEXES SANITAIRES



A.E.P.

(Réseau d'eau potable)

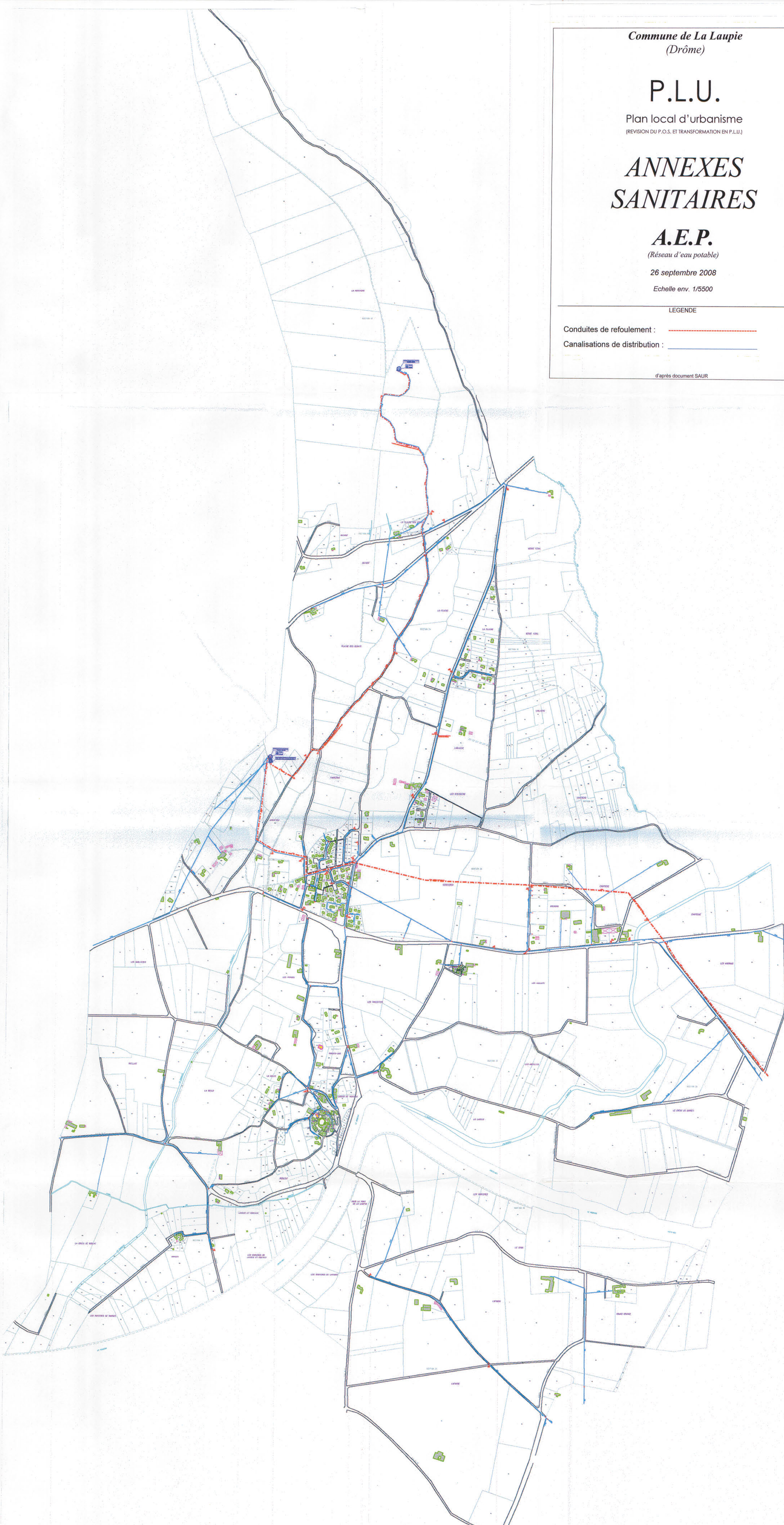
26 septembre 2008

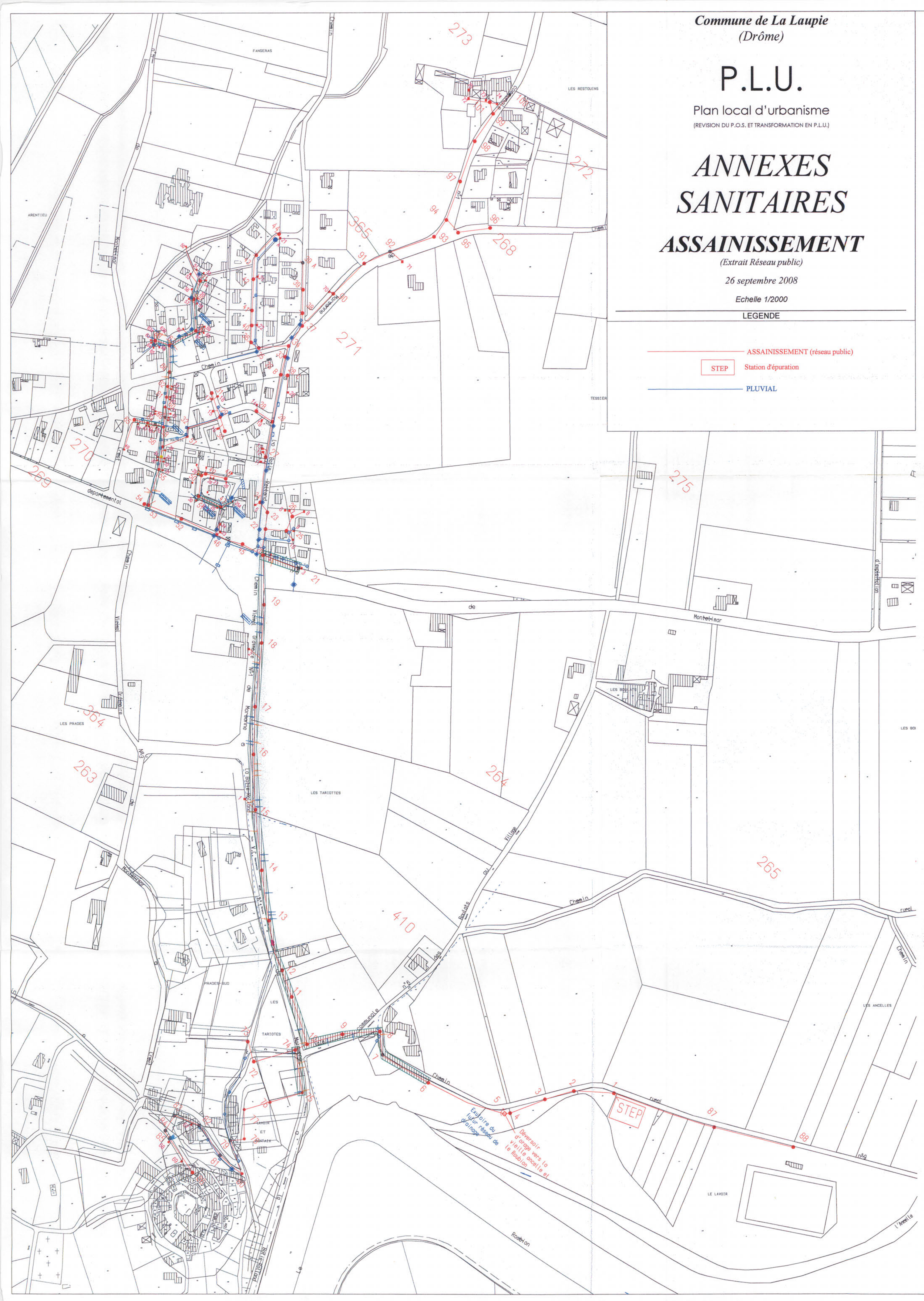
Echelle env. 1/5500

LEGENDE

Conduites de refoulement : 
Canalisations de distribution : 

d'après document SAUR





COMMUNE DE LA LAUPIE
MAIRIE
26 740 LA LAUPIE

**FAISABILITE D'ASSAINISSEMENT AUTONOME
PAR INFILTRATION**
-
AVIS SUR L'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES

2EME PHASE

Novembre 2000



HYDROC

1, Allée Sainte Anne
26700 LA GARDE-ADHEMAR
TEL. 04 75 97 26 28 FAX 04 75 04 40 20

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| 1. INTRODUCTION | 1 |
| 1.1 Préambule | 1 |
| 1.2 Problème posé | 1 |
| 1.3 Travaux effectués | 2 |
| 4. ANALYSE DE L'ASSAINISSEMENT EXISTANT | 2 |
| 5. ETUDE DE LA FLUCTUATION DE LA NAPPE SUPERFICIELLE | 2 |
| 6. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME | 3 |
| 6.1 Parcelle n°107 : | 3 |
| 6.1.a Perméabilité des sols | 3 |
| 6.1.b Fluctuation de la nappe | 3 |
| 6.1.c Conclusions | 3 |
| 6.2 Parcelle n°108 : | 4 |
| 6.2.a Perméabilité des sols | 4 |
| 6.2.b Fluctuation de la nappe | 4 |
| 6.2.c Conclusions | 4 |
| 6.3 Parcelle n°154 : | 4 |
| 6.3.a Perméabilité des sols | 4 |
| 6.3.b Fluctuation de la nappe | 4 |
| 6.3.c Conclusions | 4 |
| 6.4 Parcelle n°304 : | 5 |
| 6.4.a Perméabilité des sols | 5 |
| 6.4.b Fluctuation de la nappe | 5 |
| 6.4.c Conclusions | 5 |
| 6.5 Parcelle n°216 : | 5 |
| 6.5.a Perméabilité des sols | 5 |
| 6.5.b Fluctuation de la nappe | 5 |
| 6.5.c Conclusions | 5 |
| 6.6 Parcelle n°167 : | 5 |
| 6.6.a Perméabilité des sols | 5 |
| 6.6.b Fluctuation de la nappe | 6 |
| 6.6.c Conclusions | 6 |
| 6.7 Parcelle n°82 : | 6 |
| 6.7.a Perméabilité des sols | 6 |
| 6.7.b Fluctuation de la nappe | 6 |
| 6.7.c Conclusions | 6 |
| 6.8 Parcelle n°140 : | 7 |
| 6.8.a Perméabilité des sols | 7 |
| 6.8.b Fluctuation de la nappe | 7 |
| 6.8.c Conclusions | 7 |
| 6.9 Parcelle n°138 : | 7 |
| 6.9.a Perméabilité des sols | 7 |
| 6.9.b Fluctuation de la nappe | 7 |
| 6.9.c Conclusions | 7 |

| | |
|--|--------------|
| 6.10 Parcelle n°16 : | 7 |
| 6.10.a Perméabilité des sols | 7 |
| 6.10.b Fluctuation de la nappe | 8 |
| 6.10.c Conclusions | 8 |
| 7. AVIS SUR L'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES | 9 |
| 8. CONCLUSIONS GENERALES | 9 |
| ✓ Aptitude des sols à l'assainissement autonome par infiltration : | 9 |
| ✓ Avis sur l'infiltration des eaux pluviales : | 10 |

ANNEXES :

Carte d'aptitude à l'assainissement autonome
Schémas et prescriptions techniques particulières des installations

1. INTRODUCTION

1.1 Préambule

Le présent rapport constitue la deuxième phase d'étude de la faisabilité d'assainissement autonome et d'infiltration des eaux pluviales sur la commune de La Laupie, quartier ROUSSAS.

Cette deuxième phase a pour objectif de :

- ✓ Constater le fonctionnement des dispositifs d'assainissement autonome existants d'après l'interprétation des questionnaires envoyés aux particuliers résidant sur le quartier.
- ✓ Définir la faisabilité d'assainissement autonome pour l'ensemble du quartier.
- ✓ Donner un avis sur la faisabilité d'infiltration des eaux pluviales, dans le cadre de l'extension de la zone artisanale sur le quartier.

Le résultat de l'aptitude des sols à l'assainissement servira de base technique pour définir les zones relevant de l'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement individuel. D'importantes contraintes de sols pour les techniques d'assainissement individuel peuvent justifier un raccordement collectif.

Le résultat de l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales permettra de donner un avis sur la mise en place de dispositif d'infiltration des eaux pluviales de la zone artisanale.

1.2 Problème posé

✓ Deuxième phase : reconnaissance des sols en période humide afin de déterminer la fluctuation maximale de la nappe superficielle et son incidence sur la faisabilité d'assainissement et sur l'infiltration des eaux pluviales.

Cette deuxième phase permettra de déterminer quelles zones seront susceptibles de recevoir un système d'assainissement autonome et celles qui seront susceptibles de recevoir les eaux pluviales.

La présence de la nappe souterraine superficielle impose des contraintes pour la mise en place d'un assainissement autonome. Ces contraintes conduisent à classer les sols suivants 3 catégories :

- **Favorable** : pas de nappe superficielle à moins de 1,50 m de profondeur.
- **Peu favorable** : présence de la nappe superficielle entre 0,80 m et 1,50 m de profondeur.
- **Défavorable** : présence de la nappe superficielle à moins de 0,80 m de profondeur.

1.3 Travaux effectués

La deuxième phase de reconnaissance géologique du terrain a été réalisée le 09 octobre 2000.

✓ **12 sondages** au tracto-pelle ont été réalisés à des profondeurs de 1,60 à 2,40 m sur 9 parcelles.

Les sondages sont restés à ciel ouvert une demi-journée afin de mesurer la remontée maximale de la nappe sur chaque parcelle.

✓ le suivi de la fluctuation de la nappe par relevé piézométrique bi-mensuel de la hauteur de la nappe. Le suivi a commencé le 11 août 2000 et doit s'achever le 11 août 2001.

4. ANALYSE DE L'ASSAINISSEMENT EXISTANT

7 questionnaires ont été envoyés. Le taux de réponse est de 100 %.

L'inventaire des systèmes d'assainissement autonome existants a permis de répertorier les dispositifs mis en œuvre et leur dysfonctionnement éventuel.

Cette zone artisanale comprends une coopérative agricole SICAGRI, une entreprise de matériel agricole, une entreprise de production de semence, une entreprise de Travaux Publics et 3 habitations.

1 habitation ne possède pas de système d'assainissement autonome (pas d'installation de traitement en service).

100 % des habitations en activité possèdent une fosse septique (ou toutes eaux). 100 % des habitations ne possèdent aucun système d'épandage après la fosse septique ou toutes eaux.

100 % des fosses ont été vidangées au moins une fois.

Dans 50 % des systèmes d'assainissement existants, des problèmes d'odeurs ont été signalés.

50 % des habitations infiltrent leur effluents de fosse septiques dans un puits perdu.

16 % (1/6) rejettent leurs effluents directement au ruisseau.

16 % (1/6) rejettent leurs effluents directement au fossé.

5. ETUDE DE LA FLUCTUATION DE LA NAPPE SUPERFICIELLE

Cette partie consiste à observer la remontée maximale de la nappe sur l'ensemble de la zone d'études afin de définir les contraintes naturelles liées à la faisabilité de l'assainissement autonome.

Le suivi de la fluctuation de la nappe se situe dans le tableau ci-dessous :

| Date du relevé | PZ 1 | PZ 2 |
|----------------|------------|------------|
| 11/08/00 | 2,88 m /TN | |
| 30/08/00 | 3,08 m /TN | 5,10 m /TN |
| 20/09/00 | 3,13 m /TN | 5,14 m /TN |
| 25/09/00 | 2,69 m /TN | 4,41 m /TN |
| 10/10/00 | 1,19 m /TN | 2,59 m /TN |
| 24/10/00 | 1,12 m /TN | 2,39 m /TN |
| 09/11/00 | 0,85 m /TN | 2,62 m /TN |

La suite des relevés piézométriques sera donnée à la fin de la campagne de mesures qui se terminera le 11 août 2001.

6. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

12 sondages ont été réalisés lors de la zone. Ils ont été répartis suivant la taille des parcelles et l'homogénéité des terrains rencontrés.

L'intérêt de cette étude est de mesurer la fluctuation maximale de la nappe en période humide sur l'ensemble de la zone étudiée.

Concernant la mise en place d'un assainissement autonome, la nappe superficielle doit se trouver à minimum 1 mètre en dessous des drains d'épandage.

Sur le site d'étude, la nappe fluctue à des profondeurs comprises entre 1,80 m et 0,39 m /TN.

6.1 Parcelle n°107 :

6.1.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est satisfaisante sur l'ensemble de la parcelle. Les terrains sont homogènes. La perméabilité moyenne mesurée est de 48 mm/h.

6.1.b Fluctuation de la nappe

La fluctuation de la nappe est très importante sur cette parcelle. A ce jour, la remontée maximale de celle-ci a été mesurée à - 0,55 m /TN.

6.1.c Conclusions

Etant donné la remontée importante de la nappe superficielle, aucun dispositif d'assainissement autonome classique par infiltration ne peut être envisagé.

Il serait préférable de classer cette parcelle en contrainte de sol (en rouge sur la carte).

Néanmoins, **la mise en place d'un tertre d'infiltration pourrait convenir aux caractéristiques du terrain en place.**

La mise en place d'un tel dispositif nécessite une pompe de relevage à la sortie de la fosse toute eaux. Ceci augmente le coût de la mise en œuvre et nécessite un entretien et un suivi de l'installation plus conséquent qu'un dispositif classique.

La surface de tertre à mettre en place pour une habitation (4 équivalent habitants) **serait de 60 m² à la base du tertre pour une surface de 20 m² au sommet** (ajouter 25 m² à la base du filtre par chambre supplémentaire).

Les prescriptions techniques particulières de l'installation sont données en annexe.

6.2 Parcelle n°108 :

6.2.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols en place est moyenne ($k = 19 \text{ mm/h}$).

6.2.b Fluctuation de la nappe

La remontée maximale de la nappe varie entre - 1,35 m /TN au sud de la parcelle et - 1,80 m /TN au nord en période humide.

6.2.c Conclusions

Etant donné les observations ci-dessus, la mise en place d'un système d'assainissement classique sur tranchées d'infiltration semble adaptée. **Le linéaire de tranchée à mettre en place serait de 10 mètres par équivalent habitant.**

Les prescriptions techniques des tranchées d'infiltration sont données en annexe.

6.3 Parcelle n°154 :

6.3.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est satisfaisante sur l'ensemble de la parcelle ($k = 81,6 \text{ mm/h}$).

6.3.b Fluctuation de la nappe

Le toit de la nappe superficielle en période humide est peu profond (- 0,77 m /TN).

6.3.c Conclusions

La remontée de la nappe étant assez importante, aucun dispositif d'assainissement autonome classique n'est envisageable sur cette parcelle.

Il serait préférable de classer cette parcelle en contrainte de sol (en rouge sur la carte).

Néanmoins, **la mise en place d'un tertre d'infiltration pourrait convenir aux caractéristiques du terrain en place.**

La mise en place d'un tel dispositif nécessite une pompe de relevage à la sortie de la fosse toute eaux. Ceci augmente le coût de la mise en œuvre et nécessite un entretien et un suivi de l'installation plus conséquent qu'un dispositif classique.

La surface de tertre à mettre en place pour une habitation (4 équivalent habitants) **serait de 60 m² à la base du tertre pour une surface de 20 m² au sommet** (ajouter 25 m² à la base du filtre par chambre supplémentaire).

Les prescriptions techniques particulières de l'installation sont données en annexe.

6.4 Parcelle n°304 :

6.4.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est satisfaisante sur l'ensemble de la parcelle ($k = 81,6$ mm/h).

6.4.b Fluctuation de la nappe

Le toit de la nappe superficielle en période humide est peu profond ($- 1,00$ m /TN).

6.4.c Conclusions

Etant donné les coefficients d'infiltration mesurés et le niveau maximal mesuré de la nappe superficiel, **le dispositif d'épandage sur tranchée d'infiltration semble adapté, à condition de surélever le dispositif d'au moins 0,30 m** afin de garder une marge de sécurité d'au moins 1,00 m entre les drains des tranchées d'infiltration et le toit de la nappe.

Le linéaire de tranchées à mettre en place serait au minimum de 8 mètres par équivalent habitant.

6.5 Parcelle n°216 :

6.5.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est satisfaisante sur l'ensemble de la parcelle. Les terrains sont homogènes sur l'ensemble de la parcelle. La perméabilité moyenne de la parcelle est de 74,8 mm/h.

6.5.b Fluctuation de la nappe

Le toit de la nappe a été mesuré à une profondeur de $- 1,00$ m /TN en période humide.

6.5.c Conclusions

Etant donné les coefficients d'infiltration mesurés et le niveau maximal atteint par la nappe superficielle, **le dispositif d'épandage sur tranchée d'infiltration semble adapté, à condition de surélever le dispositif d'au moins 0,30 m** afin de garder une marge de sécurité d'au moins 1,00 m entre les drains des tranchées d'infiltration et le toit de la nappe.

Le linéaire de tranchées à mettre en place serait au minimum de 8 mètres par équivalent habitant.

6.6 Parcelle n°167 :

6.6.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est satisfaisante sur l'ensemble de la parcelle. La perméabilité moyenne de la parcelle est de 88 mm/h.

6.6.b Fluctuation de la nappe

En raison de la dénivellation du terrain, les hauteurs de toits de nappe varient de - 0,39 m à - 0,90 m /TN.

6.6.c Conclusions

Il serait possible de partager la parcelle en deux parties en raison de la profondeur de la nappe :

- La partie Nord de la parcelle semble pouvoir recevoir un système d'épandage sur tranchées d'infiltration, à condition de sur-élever le dispositif d'assainissement de minimum 0,30 m.
Le linéaire de tranchées à mettre en place serait au minimum de 8 mètres par équivalent habitant.

- La partie Ouest de la parcelle ne semble pas apte à recevoir un système d'assainissement classique.
Il serait préférable de classer cette parcelle en contrainte de sol (en rouge sur la carte).

Néanmoins, **la mise en place d'un tertre d'infiltration pourrait convenir aux caractéristiques du terrain en place.**

La mise en place d'un tel dispositif nécessite une pompe de relevage à la sortie de la fosse toute eaux. Ceci augmente le coût de la mise en œuvre et nécessite un entretien et un suivi de l'installation plus conséquent qu'un dispositif classique.

La surface de tertre à mettre en place pour une habitation (4 équivalent habitants) **serait de 60 m² à la base du tertre pour une surface de 20 m² au sommet** (ajouter 25 m² à la base du filtre par chambre supplémentaire).

Les prescriptions techniques particulières de l'installation sont données en annexe.

6.7 Parcelle n°82 :

6.7.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est correcte ($k = 44,4$ mm/h).

6.7.b Fluctuation de la nappe

Aucune remontée de nappe ni de venue d'eau n'a été observée à une profondeur inférieure à 2,00 m.

6.7.c Conclusions

Etant donné la bonne perméabilité des sols et l'absence de nappe à faible profondeur, **l'épandage sur tranchées d'infiltration** semble bien adapté aux caractéristiques du terrain.

Le linéaire de tranchées à mettre en place serait de 8 mètres par équivalent habitant.

Les prescriptions techniques des installations sont données en annexe.

6.8 Parcelle n°140 :

6.8.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols est correcte ($k = 57,8 \text{ mm/h}$).

6.8.b Fluctuation de la nappe

Le toit de la nappe a été atteint à une profondeur supérieure à 2,00 m.

6.8.c Conclusions

Etant donné la bonne perméabilité et l'absence de nappe à moins de 2 m de profondeur, **l'épandage sur tranchées d'infiltration semble adapté.**

Le linéaire à mettre en place serait de 8 m par équivalent habitant.

Les prescriptions techniques des installations sont données en annexe.

6.9 Parcelle n°138 :

6.9.a Perméabilité des sols

La perméabilité des sols en place est moyenne ($k = 28 \text{ mm/h}$).

6.9.b Fluctuation de la nappe

Le toit de la nappe a été atteint à - 1,00 m /TN.

6.9.c Conclusions

Étant donné les coefficients de perméabilité mesurés, **l'épandage sur tranchées d'infiltration semble adapté, à condition de surélever le dispositif de minimum 0,30 m** afin d'éviter d'éventuelles remontées de la nappe dans le dispositif d'assainissement.

Le linéaire de tranchées à mettre en place serait au minimum de 8 mètres par équivalent habitant.

Les prescriptions techniques des installations sont données en annexe.

6.10 Parcelle n°16 :

6.10.a Perméabilité des sols

Aucun test de perméabilité n'a été effectué sur cette parcelle en raison de l'indisponibilité de celle-ci (parcelle cultivée).

Etant donné l'homogénéité des sols et la proximité de cette parcelle avec la parcelle n° 167, la perméabilité des sols semble être équivalente. On prendra un k voisin de 80 mm/h .

6.10.b Fluctuation de la nappe

Aucun sondage de reconnaissance n'a été réalisé pour les mêmes raisons que précédemment. En comparaison avec la parcelle limitrophe n° 167, le toit de la nappe devrait se trouver à moins d'un mètre de profondeur.

6.10.c Conclusions

Aucun système d'épandage classique par infiltration n'est envisageable sur cette parcelle.

Il serait préférable de classer cette parcelle en contrainte de sol (en rouge sur la carte).

Néanmoins, **la mise en place d'un tertre d'infiltration pourrait convenir aux caractéristiques du terrain en place.**

La mise en place d'un tel dispositif nécessite une pompe de relevage à la sortie de la fosse toute eaux. Ceci augmente le coût de la mise en œuvre et nécessite un entretien et un suivi de l'installation plus conséquent qu'un dispositif classique.

La surface de tertre à mettre en place pour une habitation (4 équivalent habitants) **serait de 60 m² à la base du tertre pour une surface de 20 m² au sommet** (ajouter 25 m² à la base du filtre par chambre supplémentaire).

Les prescriptions techniques particulières de l'installation sont données en annexe.

7. AVIS SUR L'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES

Résultat des tests MATSUO :

| Numéro des parcelles | Résultats de l'étude | Remontée maximale de la nappe | Aptitude à l'infiltration des eaux pluviales |
|----------------------|-------------------------|-------------------------------|--|
| 82 | Très bonne perméabilité | Non atteinte | Favorable |
| 138 | Bonne perméabilité | 0,98 m /TN | Peu favorable |

Etant donné les coefficients de perméabilité mesurés, la parcelle n° 82 serait susceptible de recevoir un dispositif d'infiltration des eaux pluviales sous forme de bassin d'infiltration à condition que la surface soit suffisante pour la mise en place d'un tel dispositif.

La parcelle n° 138 présente une bonne perméabilité. Cependant, la remontée de la nappe superficielle est assez importante. La mise en place d'un bassin d'infiltration sur cette parcelle nécessiterait des aménagements spécifiques pour ce type d'installation.

Aménagement spécifique :

Le principe de bassin drainant pourrait être envisagé dans ce cas précis, le bassin permettant d'infiltrer les eaux de pluie en période de basses eaux dans des conditions de fonctionnement normal. Il drainerait la nappe en période de hautes eaux sur le principe de sur-verse et rejet dans un point exutoire, à condition de l'obtention des autorisations nécessaires.

Cette installation nécessite un pré-traitement primaire des eaux pluviales avant leur rejet dans le bassin (débourbeur, dégraisseur, déshuileur) afin de ne pas polluer la nappe superficielle.

8. CONCLUSIONS GENERALES

✓ Aptitude des sols à l'assainissement autonome par infiltration :

| Parcelles étudiées | Perméabilité des sols | Remontée maximale de la nappe | Aptitude à l'assainissement autonome |
|--------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| 107 | Satisfaisante (k : 47 mm/h) | 0,55 m /TN | Défavorable |
| 108 | Moyenne (k : 19 mm/h) | 1,35 m /TN | Favorable |
| 154 | Satisfaisante (k : 81,6 mm/h) | 0,77 m /TN | Peu favorable |
| 304 | Satisfaisante (k : 74,8 mm/h) | 0,99 m /TN | Peu favorable |
| 216 | Satisfaisante (k : 85 mm/h) | 1,00 m /TN | Peu favorable |
| 167 | Satisfaisante (k : 88 mm/h) | 0,39 m /TN | Défavorable |
| 82 | Satisfaisante (k : 44,4 mm/h) | Non atteinte | Favorable |
| 140 | Satisfaisante (k : 57,8 mm/h) | 2,62 m /TN | Favorable |
| 138 | Satisfaisante (k : 28 mm/h) | 0,98 m /TN | Peu favorable |

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome est donnée en annexe.

✓ Avis sur l'infiltration des eaux pluviales :

| Numéro de parcelle | Résultats de l'étude | Remontée maximale de la nappe | Aptitude à l'infiltration des eaux pluviales |
|--------------------|-------------------------|-------------------------------|--|
| 82 | Très bonne perméabilité | Non atteinte | Favorable |
| 140 | Bonne perméabilité | 2,39 m /TN | Favorable |

Etant donné les remontées de nappe sur l'ensemble du quartier, les zones les plus favorables pour la mise en place de bassins d'infiltration seraient les parcelles n° 108, 82 et 140.

Cependant, la parcelle n° 108 étant en amont de la zone artisanale, il serait nécessaire de stocker les eaux pluviales en aval de la zone artisanale et de les refouler jusqu'à cette parcelle par l'intermédiaire d'une pompe de relevage, ce qui implique des coûts de réalisation assez élevés et un entretien des installations de pompage.

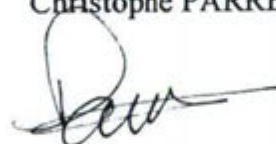
Les parcelles n° 82 et 140 semblent être aptes à recevoir un bassin d'infiltration, à condition que la superficie des parcelles soit suffisante.

Ces conclusions doivent tenir compte des futurs relevés piézométriques. Une montée plus importante de la nappe superficielle pourrait modifier les conclusions du présent rapport. Ceci fera l'objet d'une note supplémentaire à la fin de la campagne de relevé (fin août 2001).

◆◆◆◆

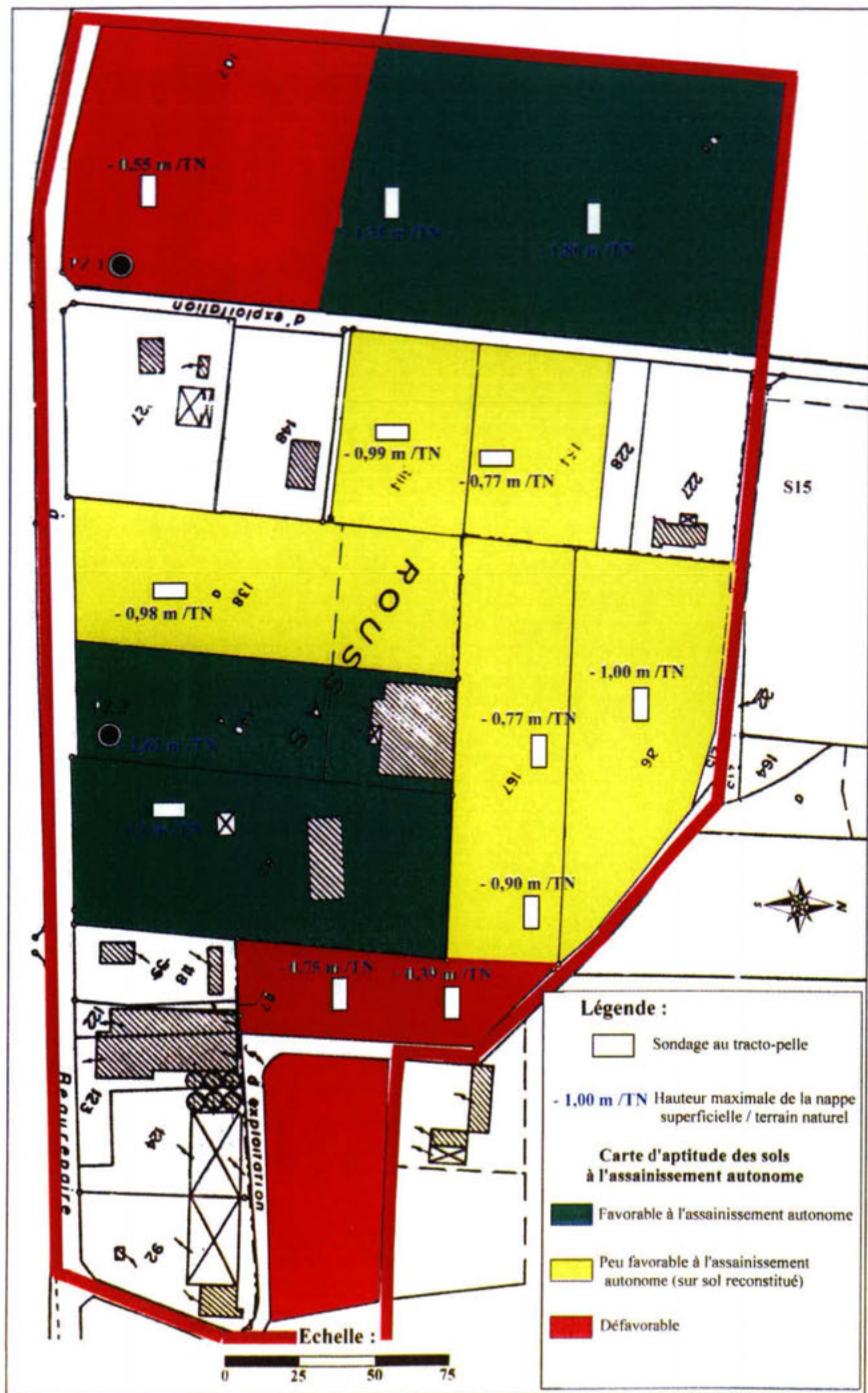
La Garde Adhémar,

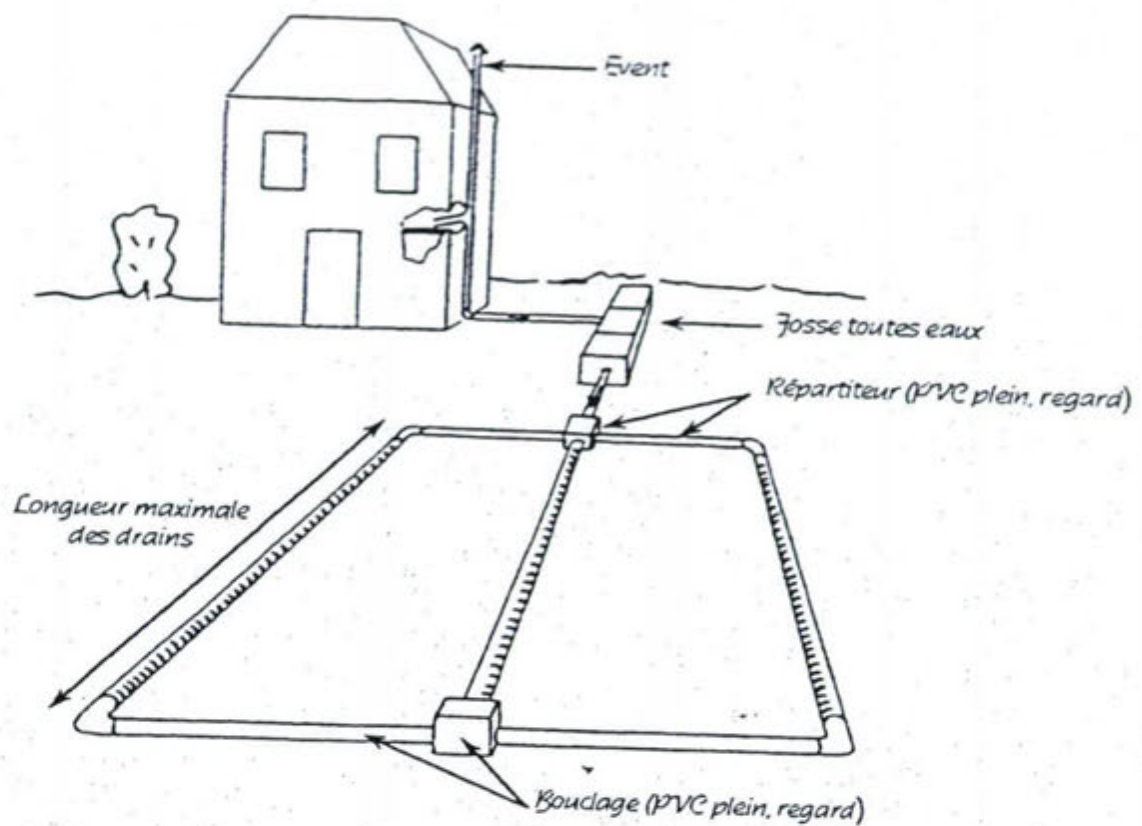
Société HYDROC,
Le 23 Novembre 2000
Christophe PARRE



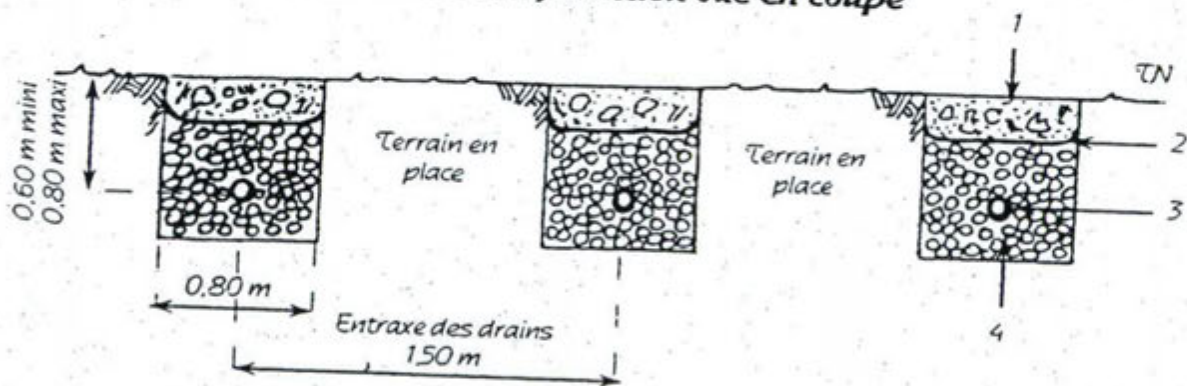
ANNEXES :

- ✓ **Carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome**
- ✓ **Schéma et prescriptions techniques particulières des installations**





Tranchée d'infiltration vue en coupe



- 1: Remise en place terre végétale
- 2: Géomembrane perméable à l'eau et à l'air (100 gr/m²)
- 3: Drain, PVC crépiné Ø 100 mm
- 4: Graviers lavés 15/40 mm

Principe :

Filière prioritaire de l'assainissement individuel, où le sol absorbe la totalité de l'effluent.

Les tranchées d'infiltration à faible profondeur reçoivent les effluents septiques.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme milieu dispersant à la fois en fond de tranchée et latéralement.

Les effluents doivent transiter au préalable par une station de traitement adaptée (fosse toute eaux suivie d'un préfiltre) avant d'être rejetés dans le dispositif. Les eaux vannes y seront envoyées, mais pas les eaux pluviales.

La mise en place de tranchées d'infiltration non drainées devra satisfaire aux conditions suivantes :

- Les drains d'épandage auront une **longueur maximale de 25 m**,
- La distance entre l'axe de chaque drain devra être au minimum de **1,50 m**,
- En tenant compte des coefficients de perméabilités, la surface de tranchées à mettre en place sera de **6 à 12 m² par équivalent habitant** selon la perméabilité des terrains en place.

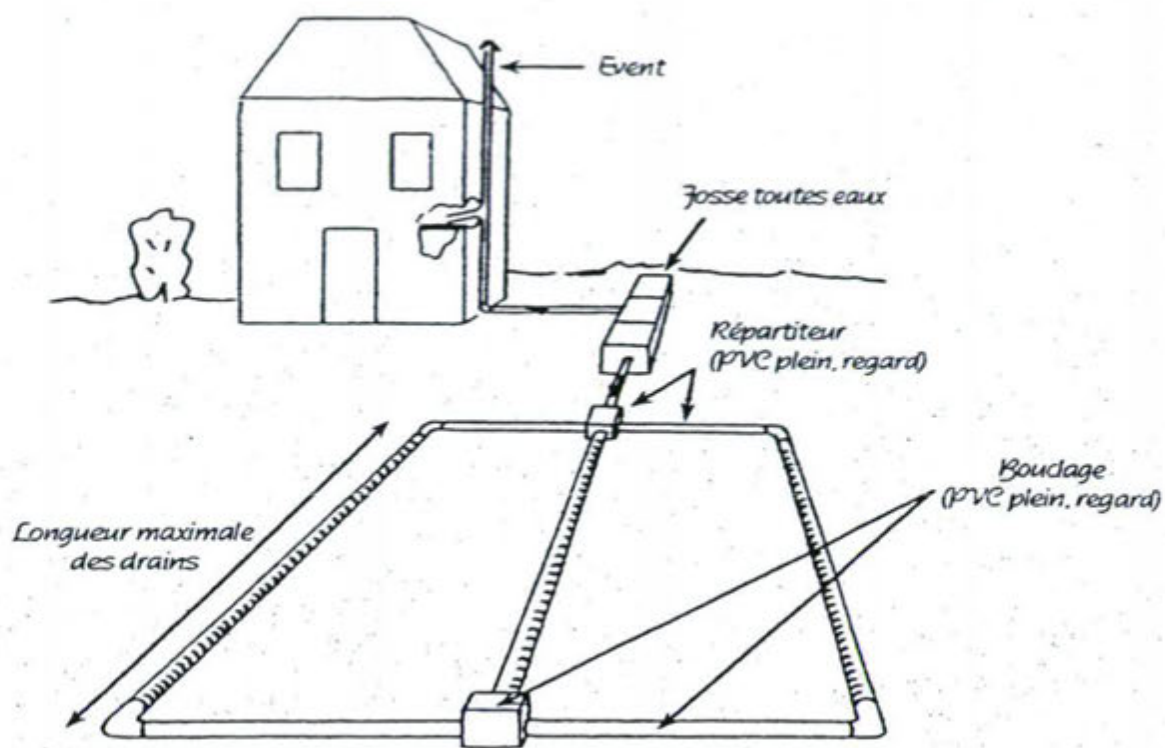
Prescriptions :

L'installation devra se tenir :

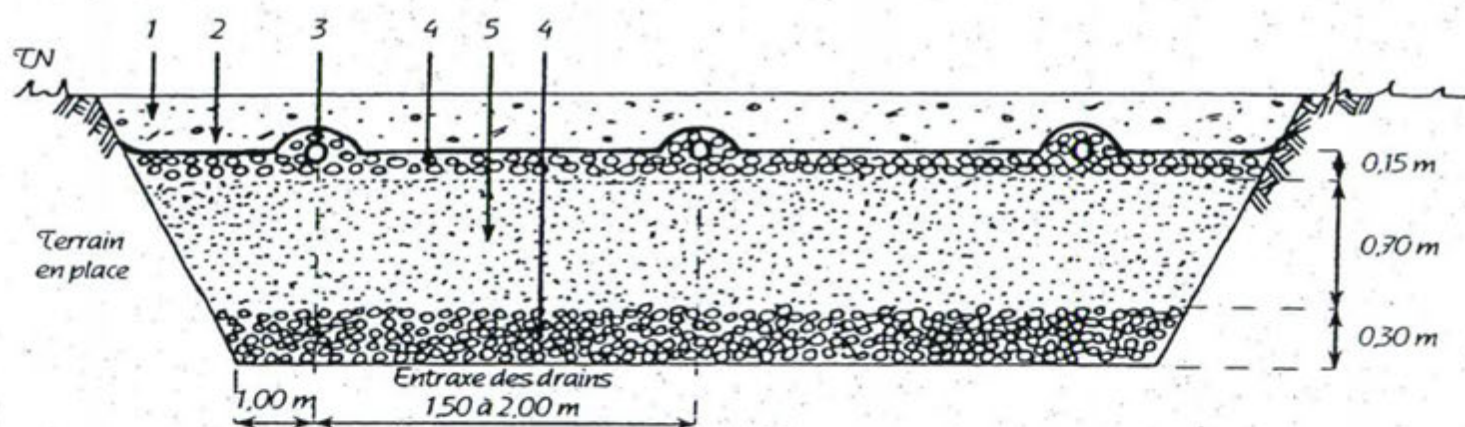
- à au moins 3 mètres des limites de la propriété,
- à au moins 3 mètres de toute plantation arboricole,
- à au moins 10 mètres en amont des talus, ravins, terrasses et voies de circulation.
- à au moins 35 mètres de tout puits d'alimentation en eau potable,
- à au moins 10 mètres des cours d'eau.

Matériaux :

La mise en place de ce dispositif est précisée dans la norme « mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome » - DTU 64,1 (normalisation française FNOR). Le sable employé pour la réalisation des tranchées d'infiltration sera impérativement un sable de silice.



Filtre à sable vue en coupe



- 1: Remise en place terre végétale
- 2: Géomembrane perméable à l'eau et à l'air (100grlm²)
- 3: Drain, PVC crépiné Ø 100 mm
- 4: Graviers lavés 15/40 mm
- 5: Sable lavé 0,25/0,60 mm

Principe :

Le filtre à sable non drainé reçoit les effluents septiques.

Un matériau d'apport granulaire se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur et le sol comme moyen d'évacuation.

Les effluents doivent transiter au préalable par une station de traitement adaptée (fosse toute eaux suivie d'un préfiltre) avant d'être rejetés dans le dispositif. Les eaux vannes y seront envoyées, mais pas les eaux pluviales.

La mise en place d'un filtre à sable non drainé devra satisfaire aux conditions suivantes :

- Les drains d'épandage auront une **longueur maximale de 25 m**,
- La distance entre l'axe de chaque drain devra être au minimum de **1,50 m**,
- En tenant compte de la capacité d'infiltration des eaux par le sol, la surface de filtre à sable à mettre en place sera d'environ **10 m² par équivalent habitant**.

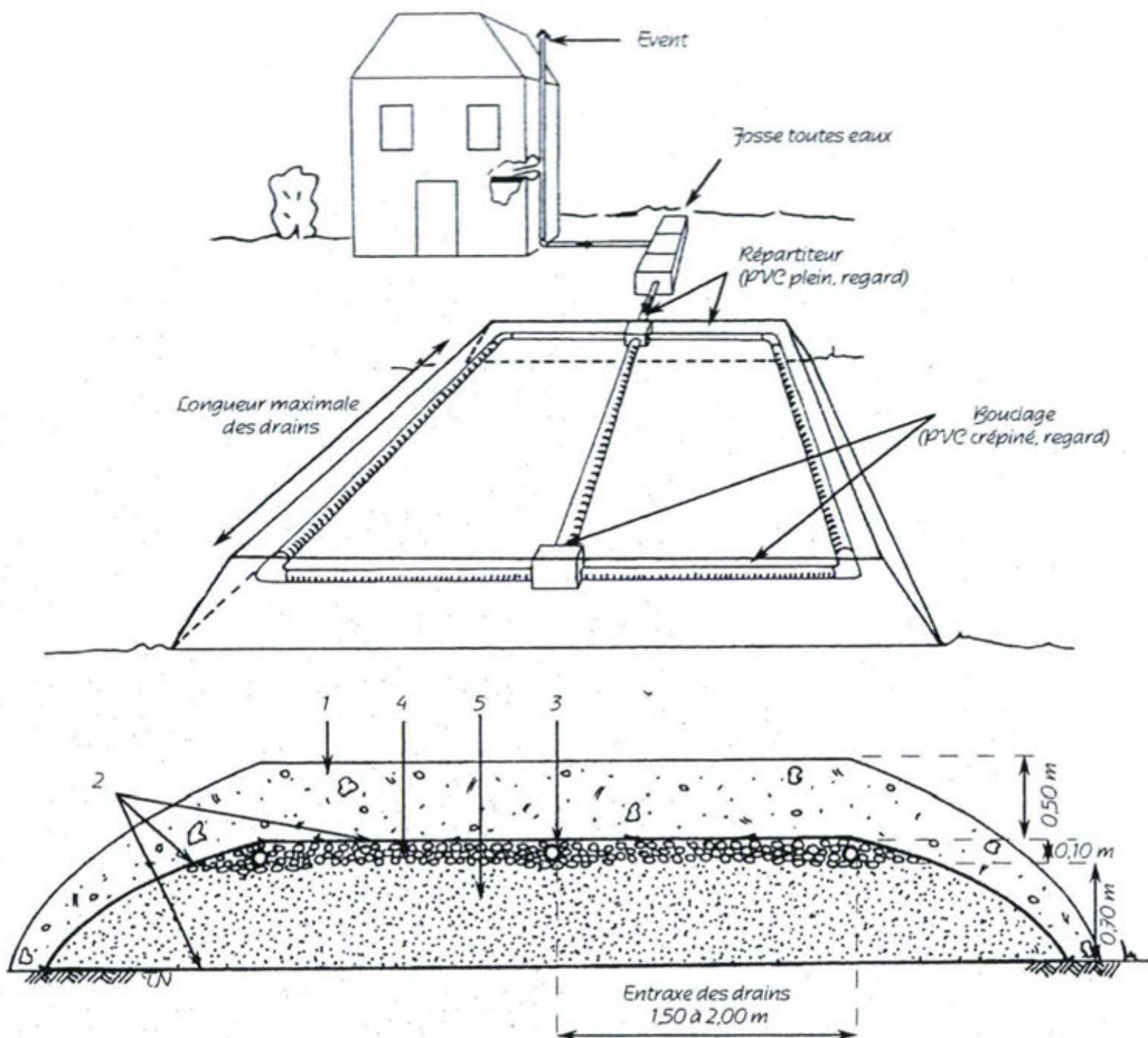
Prescriptions :

L'installation devra se tenir :

- à au moins 3 mètres des limites de la propriété,
- à au moins 3 mètres de toute plantation arboricole,
- à au moins 10 mètres en amont des talus, ravins, terrasses et voies de circulation.
- à au moins 35 mètres de tout puits d'alimentation en eau potable,
- à au moins 10 mètres des cours d'eau.

Matériaux :

La mise en place de ce dispositif est précisée dans la norme « mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome » - DTU 64,1 (normalisation française FNOR). Le sable employé pour la réalisation des filtres à sable sera impérativement un sable de silice.



Tertre d'infiltration Vue en coupe

- 1: Remise en place terre végétale
- 2: Géomembrane perméable à l'eau et à l'air (100gr/m²)
- 3: Drain, PVC crépiné Ø 100 mm
- 4: Graviers lavés 15/40 mm
- 5: Sable lavé 0,25/0,60 mm

Principe :

Le filtre à sable sur-élevé (ou tertre d'infiltration) reçoit les effluents septiques issus d'une habitation surélevée, ou d'une pompe de relevage. Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol comme milieu dispersant.

Cette filière introduit un relevage obligatoire des effluents septiques si l'habitation n'est pas surélevée.

Les effluents doivent transiter au préalable par une station de traitement adaptée (fosse toute eaux suivie d'un préfiltre) avant d'être rejetés dans le dispositif. Les eaux vannes y seront envoyées, mais pas les eaux pluviales.

La mise en place d'un tertre d'infiltration devra satisfaire aux conditions suivantes :

- Les drains d'épandage auront une longueur minimale de 4 m,
- La distance entre l'axe de chaque drain devra être au minimum de 1,50 m,
- En estimant la capacité d'un tertre d'infiltration, la surface de tertre à mettre en place sera au minimum de 6 à 8 m² par équivalent habitant.

Prescriptions :

L'installation devra se tenir :

- à au moins 3 mètres des limites de la propriété,
- à au moins 3 mètres de toute plantation arboricole,
- à au moins 10 mètres en amont des talus, ravins, terrasses et voies de circulation.
- à au moins 35 mètres de tout puits d'alimentation en eau potable,
- à au moins 10 mètres des cours d'eau.

Matériaux :

La mise en place de ce dispositif est précisée dans la norme « mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome » - DTU 64,1 (normalisation française FNOR). Le sable employé pour la réalisation du tertre sera impérativement un sable de silice.

LA LAUPIE

P.L.U.

Extrait du ZONAGE

PREFECTURE DE LA DROME
SERVICE COURRIER

28. JAN. 2010

N°3

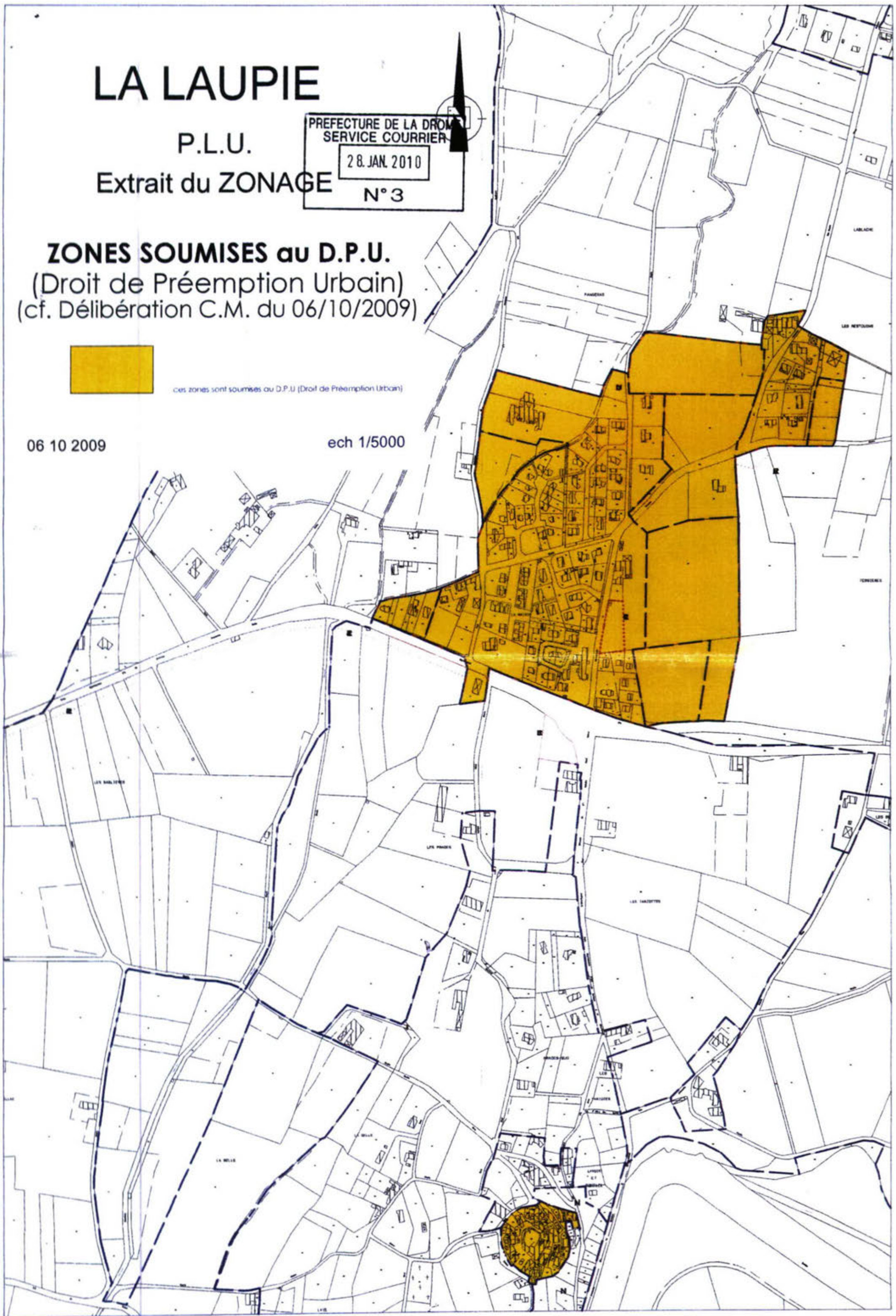
ZONES SOUMISES au D.P.U.
(Droit de Préemption Urbain)
(cf. Délibération C.M. du 06/10/2009)



ces zones sont soumises au D.P.U. (Droit de Préemption Urbain)

06 10 2009

ech 1/5000



PREFECTURE DE LA DROME
SERVICE COURRIER
28 JAN 2010
N°3

LA LAUPIE

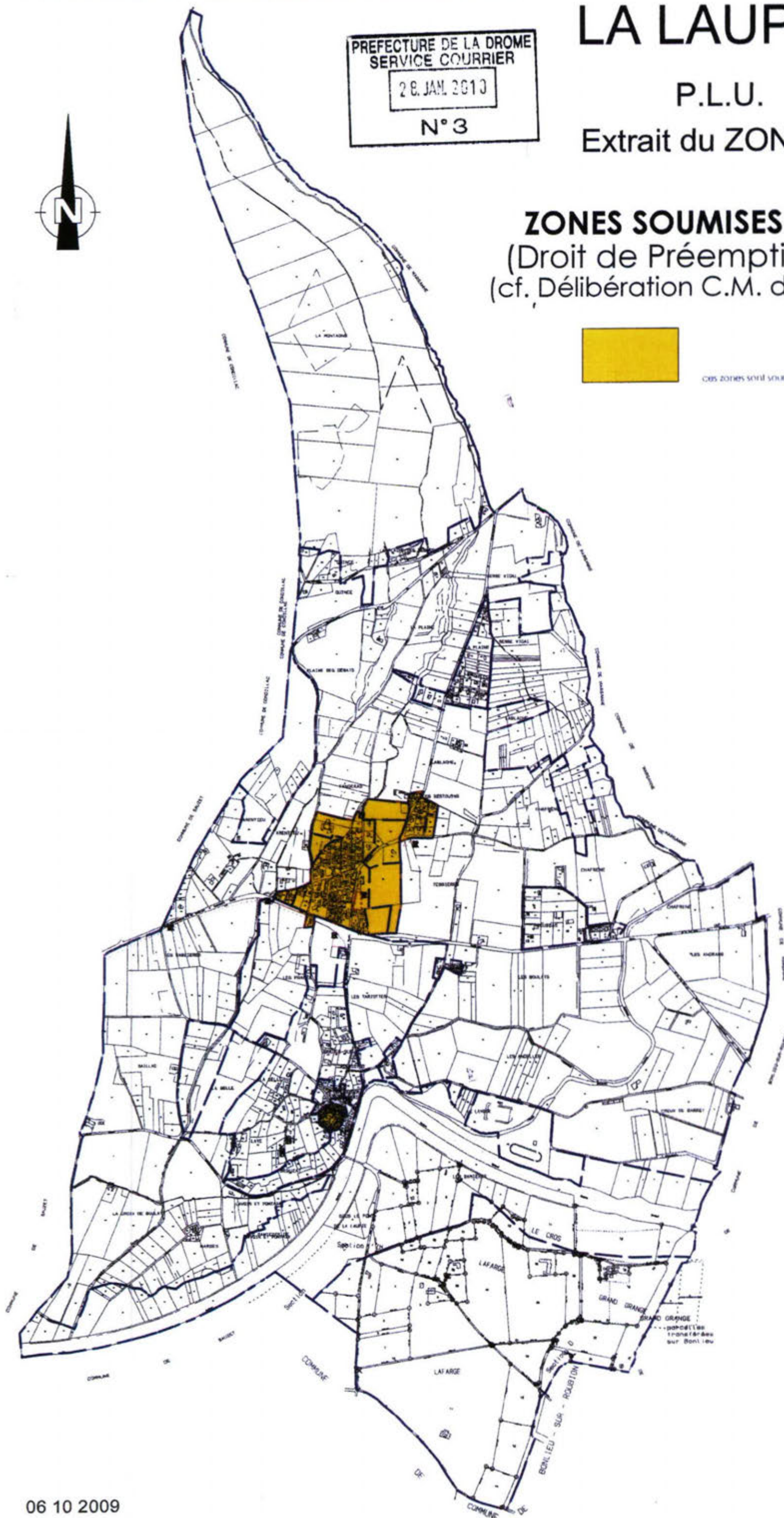
P.L.U.

Extrait du ZONAGE

ZONES SOUMISES au D.P.U.
(Droit de Préemption Urbain)
(cf. Délibération C.M. du 06/10/2009)



ces zones sont soumises au D.P.U. (Droit de Préemption Urbain)



LA LAUPIE

P.L.U.

Extrait du ZONAGE N°3

PREFECTURE DE LA DROME
SERVICE COURRIER

28. JAN. 2010

N°3

Périmètre du P.A.E.

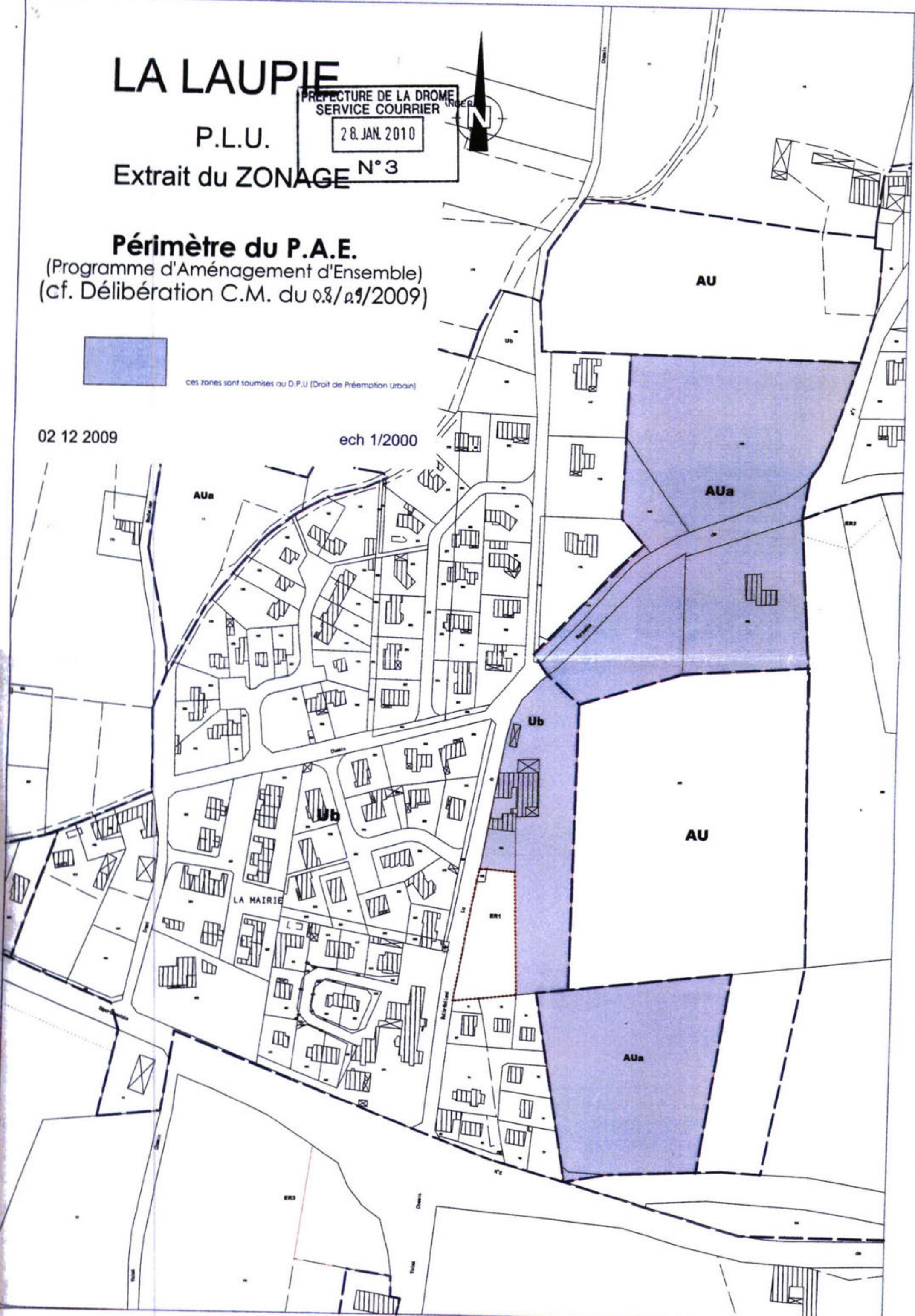
(Programme d'Aménagement d'Ensemble)
(cf. Délibération C.M. du 08/09/2009)



ces zones sont soumises au D.P.U (Droit de Prémation Urbain)

02 12 2009

ech 1/2000



Commune de La Laupie
(Drôme)

ANNEXES CONCERNANT

Chemins inscrits au P.D.I.P.R. (1)

Espaces Naturels Sensibles Potentiels (2)



Chemins inscrits au P.D.I.P.R.
Limites communales

Echelle: 1/20000

Commune de LA LAUPIE

ANNEXE 1

COMMUNE DE LA LAUPIE

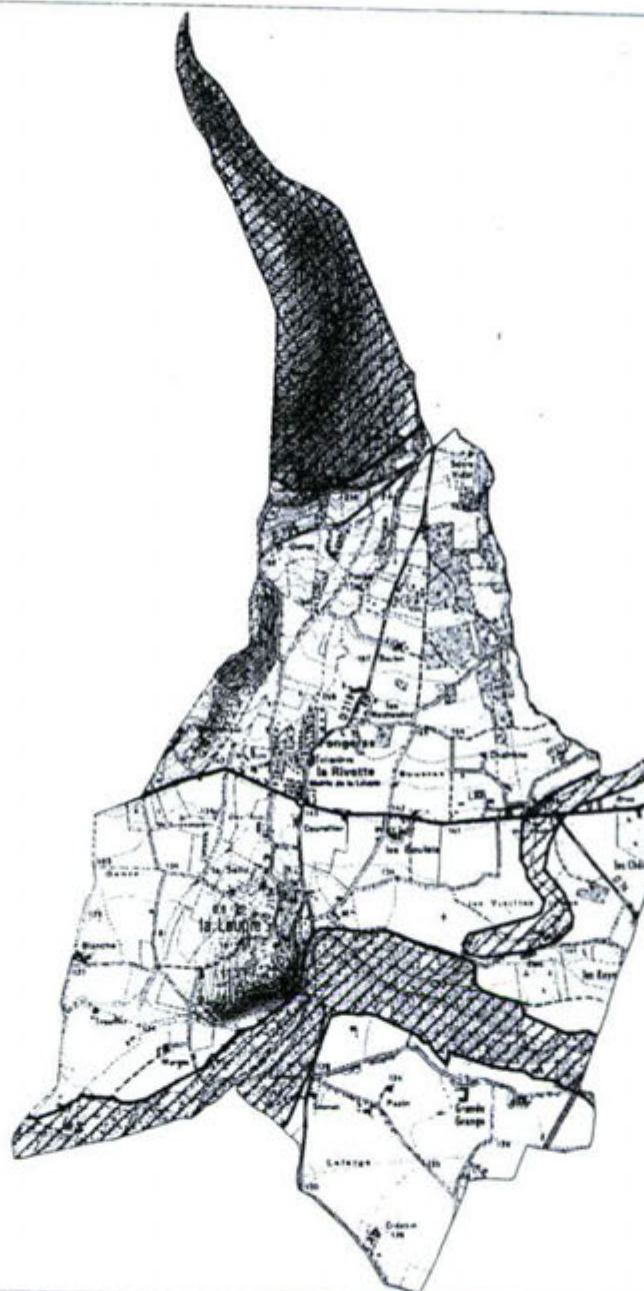
Les Espaces Naturels Sensibles Potentiels

Superficie communale : 953.08 ha
Superficie ENS potentiels : 242.64 ha
Soit 25.46 % du territoire classés en ENS potentiels

NB : les présents chiffres restent approximatifs






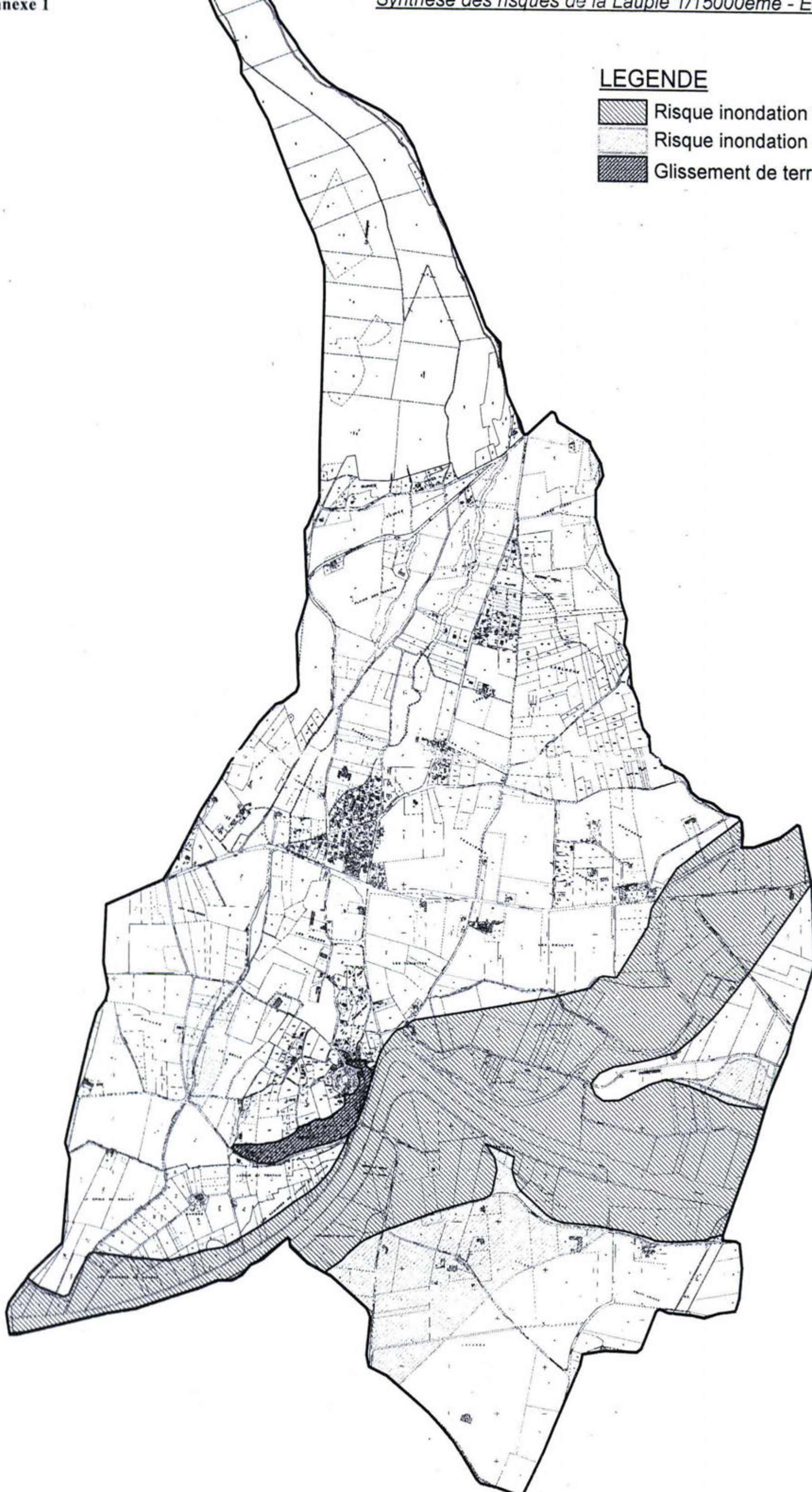
Espaces Naturels Sensibles potentiels



29/2008

LEGENDE

-  Risque inondation : Aléa fort
-  Risque inondation : Aléa faible
-  Glissement de terrain



PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

30 JAN. 2006

Direction régionale
des affaires culturelles
Service Régional de
l'Archéologie
04 72 00 44 50
Affaire suivie par : Joëlle
Tardieu
joelle.tardieu@culture.gouv.fr

Arrêté n° 06.051

Objet : Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de La Laupie (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 13 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1^{er}, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-1 ; L. 421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R. 421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.430-5 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 13 septembre 2005 ;

Considérant l'importance du patrimoine archéologique recensé par la Carte archéologique nationale sur la commune de La Laupie, en particulier l'occupation humaine depuis le Néolithique jusqu'au Haut Moyen Age dans le secteur de Gence – Saint-Genis, ainsi que les vestiges du Moyen Age du Vieux-Village, de Saint-Michel,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de La Laupie sont délimitées sept zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et notifié au maire de La Laupie qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de La Laupie et à la Préfecture de la Drôme.

Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

Article 6

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de La Laupie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

30 JAN. 2006

Fait à Lyon, le

Pour le Préfet de la Région Rhône-Alpes
et du département du Rhône
par déléguation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Hervé BOUCHAERT

COMMUNE DE LA LAUPIE (26)

NOTICE DE PRESENTATION DES ZONES ARCHEOLOGIQUES DE SAISINE

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de La Laupie, des zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

Le site de La Laupie est un point particulièrement stratégique à partir de l'époque antique. Il est en effet à la jonction de la petite vallée de la Leyde par laquelle on rejoint la rive gauche du Rhône et la vallée du Roubion et qui donne accès à la plaine de Marsanne et au delà, aux plaines du haut Jabron et de Dieulefit, probable agglomération antique où l'on rejoint la voie protohistorique nord-sud qui longe les préalpes et les coteaux de la rive gauche du Rhône depuis le littoral méditerranéen. Ces vallées ne sont pas parmi les grandes pénétrantes vers les Alpes et l'Italie, mais à proximité de La Laupie, Condillac et Lachamp, la vallée de la Leyde fait la jonction avec la combe (Les Combes) qui vient de Saint-Marcel-les-Sauzet et de Montélimar et traverse les reliefs (Serres) de "La Montagne" de Savasse. Celle-ci est empruntée par la voie antique dite d'Agrippa qui en ces lieux s'éloigne de la rive du Rhône.

1 - Le Vieux Village

Dans le "Vieux village", ancien bourg castral entouré de remparts qui se développe contre l'enceinte castrale, il reste des remplois antiques et des vestiges médiévaux. Une chapelle peut-être castrale, est dédiée en 1867 à Notre-Dame de Pitié.

classé MH 1972

Castrum de Laupia mentionné en 1277

Vaste masse carrée, il comporte une tour ronde à l'une de ses extrémités.

2- Saint-Michel

Le prieuré de La Laupie de l'ordre de Saint-Benoît, dans la dépendance de l'abbaye de Cruas jusqu'au XIIe s, a été construit par cette dernière sur une ancienne motte bordée d'un talus qui pourrait correspondre à son fossé. Il est traditionnellement rapporté que l'abbaye-mère l'aurait fondé vers l'An Mil sur une terre dont la seigneurie vient de lui échoir. Celle-ci surplombe la confluence de l'Anceille et du Roubion ainsi que la plaine environnante. Située dans le diocèse de Valence et dédiée à saint Michel, elle est mentionnée en 1198 comme étant du patrimoine des Poitiers. Le titulaire avait la collation de la cure et des dîmes. Aux XIVe et XVe s. elle a toujours le statut prieural (*prioratus de laupia* dans le Pouillé de Valence ; *prioratus laupiae* dans le Rôle des décîmes de 1540) puisqu'en 1415 Giraud de Mirabel, alors seigneur de La Laupie accorde une charte aux habitants du bourg, acte confirmé devant Guillaume de Pradelle, prieur de Saint-Michel. Les mentions de son rôle paroissial ne semblent attestées qu'à partir du XVIe s. (*ecclesia parochialis beati michaelis de laupia* dans une visite épiscopale de 1509 ; *cura laupia* dans le Rôle des décîmes de 1540). Les visites pastorales mentionnent alors l'existence d'un prieur et d'un curé et dans celle de 1509, il est demandé "que soient transférés les fonds baptismaux et un angle de la nef et d'y faire une petite fenêtre vitrée".

L'église priorale Saint-Michel, seul vestige aujourd'hui conservé du prieuré est un édifice remanié à l'époque moderne dans ses parties hautes. La nef unique, de plan rectangulaire est à trois travées. Une ouverture latérale met en communication la travée médiane et les bâtiments conventuels qui se développaient vers le Sud. Quatre contreforts modernes doivent correspondre à une reprise tardive du voûtement. Elle se termine à l'est par une abside à pans coupés à l'extérieur comme à l'intérieur. Cette dernière est précédée d'un large transept saillant. Un escalier latéral donne accès à une

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.051
du 30 JAN. 2006

tribune récente, mentionnée dans un texte de 1719. La toiture, aujourd'hui en tuiles écaillé vernissées est surmonté d'un clocher sur lequel sont peints de faux panneaux¹ (XVIe-XVIIe s.). Les murs gouttereaux et occidental, couverts d'un enduit à la chaux laissent apparaître un moyen appareil de moellons éclatés tirés de faibles bancs de barrémien type "pierre de Cruas" et dont les modules et la taille ne sont pas sans rappeler ceux de la proche abbatale de Cruas à la fin du XIe s.-XIIe s..

Comme à Cruas ou Aux Tourrettes, le site est double : la prieurale "emmottée" relevant de l'abbaye de Cruas fait face à une autre hauteur située plus au sud sur laquelle a été construit par les comtes de Valentinois un château qui domine son bourg castral. Le château (citadelle Saint-Jacques) a été installé sur le haut de versant d'un replat qui domine la vallée du Roubion constituée d'alluvions torrentiels du Pliocène supérieur continental (galets calcaires et gréseux). Il est précédé d'occupations chasséennes, halstatt et gallo-romaine.

Dans les champs voisins de la motte et autour de l'église de nombreux ossements épars et des déblais maçonnés attestent de l'existence d'autres constructions et d'un cimetière.

3- Le cimetière

Indices d'occupation néolithique (lithique)

Indices d'occupation médiévale (céramiques)

4- Gence et Saint-Genis

Indices d'occupation du néolithique (lithique)

Indices d'occupation gallo-romaine (céramiques)

Indices d'occupation médiévale (céramiques)

Tout proche du prieuré de La Laupie, à proximité du ruisseau de Saillac bordé de champs où l'on trouve de la *tegulae* (Sagnac), sur un replat de versant de la terrasse alluviale, au quartier dit de Saint-Genis, des travaux de carrière ont mis au jour les vestiges d'un édifice religieux et d'une nécropole. Il s'agit du prieuré de Saint-Genis de Sauzet qui dépendait de celui de La Laupie. Faisant partie de la paroisse de La Laupie, l'église dédiée à saint Apollinaire puis à saint Martin et saint Grégoire en deviendra au XVIIe s. une annexe². Il aurait été donné, avec la seigneurie de La Laupie par Geilin, comte de Valentinois à l'abbaye de Cruas³ au début du XIe s.. Ces derniers en reprendront possession en 1355.

Il domine une maison forte Un *castrum sancti genessi* (château avec tours crénelées, remparts chemin de ronde et douves...) mentionné en 1332 et son bourg lui sont associés. Ils appartenaient à la famille de Saint-Genis.

L'église de plan centré, aujourd'hui tétraconque (fouille de Renée Colardelle, 1980-1) entourée d'une nécropole à coffres de lauses (XIe-XIIIe s.) et tessons de *pegaus* et de *tegulae*. Elle semble succéder à une nécropole plus ancienne puisque des sépultures sous *tegulae* en bâtière (Ve-VIIIe s.)⁴ y ont été détruites. Elle était entourée d'un bourg.

Une première église a été installée dans la seconde moitié du XIe s.-début XIIe s. sur un site funéraire antique. Elle est de plan trefflé, les absides est et ouest étant plus développées. Des contreforts régulièrement disposés et puissants sont liés à ce premier état. Les fondations sont larges et solides, les angles entre les absides sont montés en grandes pierres plates placées en carreaux-boutisses. L'ensemble suggère le voûtement dès l'origine, avec probablement une coupole centrale. L'intime liaison des maçonneries démontre que l'abside occidentale donne dès l'origine sur une salle rectangulaire dans laquelle elle forme un volume rentrant. Au centre du tétraconque, deux tombes l'une d'adulte et l'autre d'enfant marquent peut-être la place centrale du maître-autel.

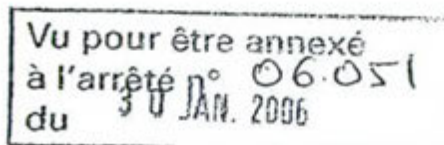
Dans un second temps (état II), comme à La Baume-de-Transit, l'abside occidentale est détruite pour ouvrir la nef sur le chœur. Des contreforts sont rajoutés aux murs gouttereaux

¹ - Le remontage du clocher est décidé lors d'une réunion des Trois Ordres en 1716. Ce dernier n'est reconstruit qu'en 1719. Une nouvelle sacristie est accolée à la façade nord en 1890.

² - Brun-Durand p. 339-340.

³ - Lacroix, *Arrondissement de Montélimar*, t-V, p. 10

⁴ - Colardelle (M.). - pp. 374-5



Enfin (état III), les murs de l'édifice (murs latéral sud et abside...) font l'objet de restructuration et reprises et des contreforts sont ajoutés peut-être au début de l'époque gothique. L'abandon du site est rapide car il n'a pas été recueilli de céramique postérieure à 1300.

5- Les Boulats

Site gallo-romain : *Tegulae* en surface et fragments de mosaïques et statuettes trouvées au XIXe s.

6- Les chênes. - Les vieilles vignes

Indices d'occupation du Néolithique (lithique)

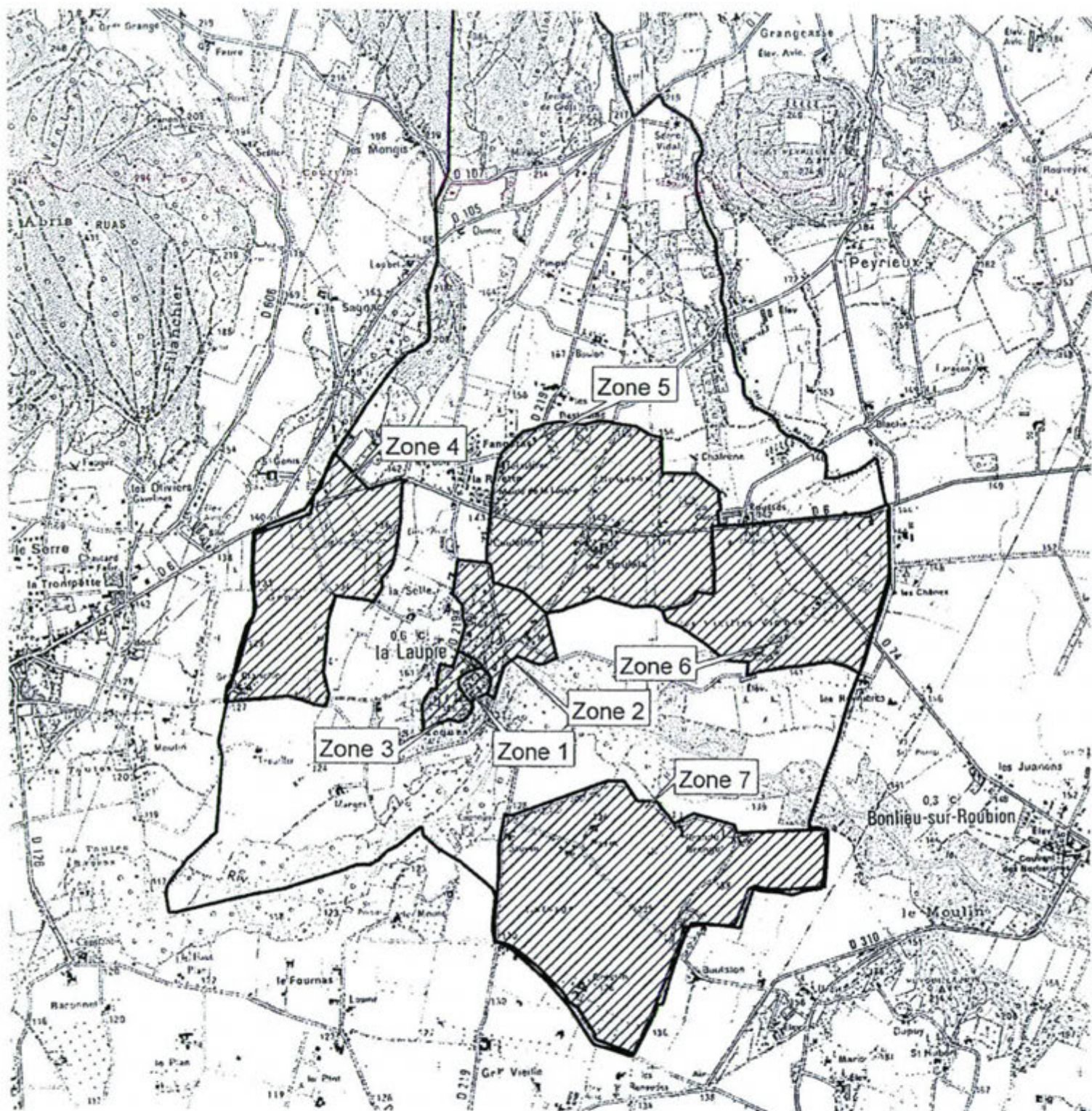
Indices d'occupation médiévale (céramiques)

7- Grande Grange

Indices d'occupation gallo-romaine (*Tegulae*)

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.051
du 30 JAN. 2006

**Zones archéologiques de saisine des services de la préfecture de région
(Direction Régionale des Affaires Culturelles)**



Département : Drôme
Commune : La Lupaie



Zone archéologique de saisine sur :

- les permis de construire
- les permis de démolir
- les autorisations d'installations et travaux divers
- les autorisations de lotir
- les décisions de réalisation de ZAC

0 0.5 1 Kilomètres
1:25000



Service régional de l'archéologie. IGN SCAN 25 et BD CARTO, juillet 2003

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.051
du 30 JAN. 2006

PREFECTURE DE LA DROMEDIRECTION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENTBUREAU DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MAHOUX

POSTE TEL. : 2185

ARRETE N° 3041.

Portant déclaration d'utilité publique du projet de mise en conformité des périmètres de protection sanitaire du captage de la Laupie exploité par la Ville de MONTELIMAR, situé sur le territoire des Communes de la Laupie et de Sauzet et valant institution des servitudes des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur.
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, et notamment ses articles L 11.1 à L 11.8 et R 11.1 à R 11.31 ;

VU les articles L 20 à L 20.1 du Code de Santé Publique ;

VU les articles L 111.7 et 421.3 portant réforme du Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 92.3 du 3 Janvier 1993 relative à la gestion de la ressource en eau ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret 89.3 du 3 Janvier 1989, modifié par le décret 91.257 du 7 Mars 1991 et portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre II du titre 1er du livre du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 93.742 du 29 Mars 1993 pris pour l'application de la loi du 3 Janvier 1992 susvisée notamment son article 1er ;

VU l'arrêté du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives d'autorisation des captages d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 397 en date 1er Février 1995 portant ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de la réalisation du projet de protection pour le captage de la Laupie.

VU l'arrêté préfectoral N° 764 en date du 09 Mars 1995 prolongeant de quatorze jours le délai de l'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire en vue de la réalisation du projet de protection du captage de la Laupie.

VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de MONTELIMAR en date du 28 Mars 1994 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique en vue de la Déclaration d'utilité Publique du projet de protection sanitaire du captage de la Laupie et de l'enquête parcellaire en vue de l'instauration des servitudes liées à ce projet.

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 Juillet 1992 pour le captage de la Laupie.

VU les journaux : le Dauphiné Libéré du 9 et 23 Février 1995 et Le Peuple Libre du 9 et 23 Février 1995 contenant les insertions réglementaires.

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 26 Avril 1995.

VU la copie de la notification du dépôt du dossier à la mairie, aux propriétaires figurant sur la liste établie en application de l'article R11.19 du code de l'expropriation.

VU le certificat du Maire attestant que l'arrêté a été régulièrement affiché;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

SUR la proposition de Madame le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'utilité publique :

- *le projet d'instauration des périmètres de protection du captage d'eau potable de la Laupie exploité par la Ville de MONTELIMAR et situé sur le territoire des Communes de la Laupie et de Sauzet.*
- *l'institution des servitudes liées à ce projet.*

ARTICLE 2

Monsieur le Maire de MONTELIMAR est autorisé à exploiter la totalité du débit du captage de la Laupie qui est variable et estimé aux valeurs suivantes :

- Débit maximal instantané: 85 l/s
- Débit maximal journalier: 6 120 m3/j

ARTICLE 3

Monsieur le Maire de MONTELIMAR ou son mandant est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les parcelles constituant le périmètre immédiat du captage de la Laupie.

ARTICLE 4

Sont déclarés cessibles immédiatement pour le compte de la Ville de MONTELIMAR les parcelles ou parties des parcelles figurant sur l'état parcellaire joint au présent arrêté et constituant le périmètre de protection immédiat du captage de la Laupie.

ARTICLE 5 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Paragraphe 1

Le périmètre sera maintenu clôturé de façon à en interdire l'accès à toute personne étrangère au service, sa surface sera en outre débarrassée de toute végétation arbustive et régulièrement entretenue.

A la surface de ce périmètre, toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien des ouvrages seront interdites.

Un fossé à fond et parois étanches sera établi sur 80 m de longueur chaque côté du CVO 6 qui recoupe ce périmètre de protection.

ARTICLE 6- PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Paragraphe 2

Il sera créé un périmètre de protection rapprochée tel que défini par le plan parcellaire ci-joint.

Paragraphe 3

Sur ce périmètre qui n'est pas à acquérir par la Ville de MONTELIMAR, seront interdites les activités suivantes :

- . les constructions nouvelles à usage d'habitation ou à usage industriel,
- . l'épandage agricole superficiel ou souterrain d'eaux usées, de lisiers et de boues de station d'épuration
- . l'exploitation du sous-sol et les excavations importantes
- . les décharges d'ordures ménagères et autres immondices, les dépôts ou stockages de matières fermentescibles
- . les dépôts, réservoirs et canalisations d'hydrocarbures liquides et autres produits chimiques susceptibles d'altérer les qualités des eaux souterraines,
- . la création de nouveaux puits ou forages et l'extension des capacités de prélèvement des captages existants.

Si suite aux analyses chimiques effectuées régulièrement des abus étaient constatés quant à l'usage de pesticides et autres substances de ce type, les services compétents seraient amenés à réglementer ces pratiques.

Paragraphe 4

- les locaux et habitations situés dans ce périmètre devront disposer d'un assainissement conforme à la réglementation en vigueur (décret 30.3-82)
- les stockages d'hydrocarbures existants seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur arrêté du 17.07.73
- l'extension des bâtiments enclavés dans le Périmètre de Protection Rapprochée (parcelles 38 section ZH et 46 section ZE commune de LA LAUPIE) est tolérée dans la limite de 20 % de la surface au sol actuelle, et sans qu'elle puisse entraîner une augmentation importante des effluents domestiques ou du risque de pollution accidentelle.
- les puits existants seront recensés et décrits. Leur exploitation n'est pas remise en cause dans la limite des autorisations dont ils peuvent

bénéficier par ailleurs à la date du présent arrêté. Si nécessaire, il seront mis en sécurité (anti-retour et étanchéité de la tête de puits)

ARTICLE 7

Les servitudes instaurées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée seront soumises à la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques, notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois, à compter de sa notification .

ARTICLE 9

Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de MONTELIMAR ou son mandataire sont chargés d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 10

Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de la DROME, Monsieur le Maire de MONTELIMAR, Monsieur le Maire de la Laupie, Monsieur le Maire de Sauzet, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des Actes Administratifs du département de la Drôme

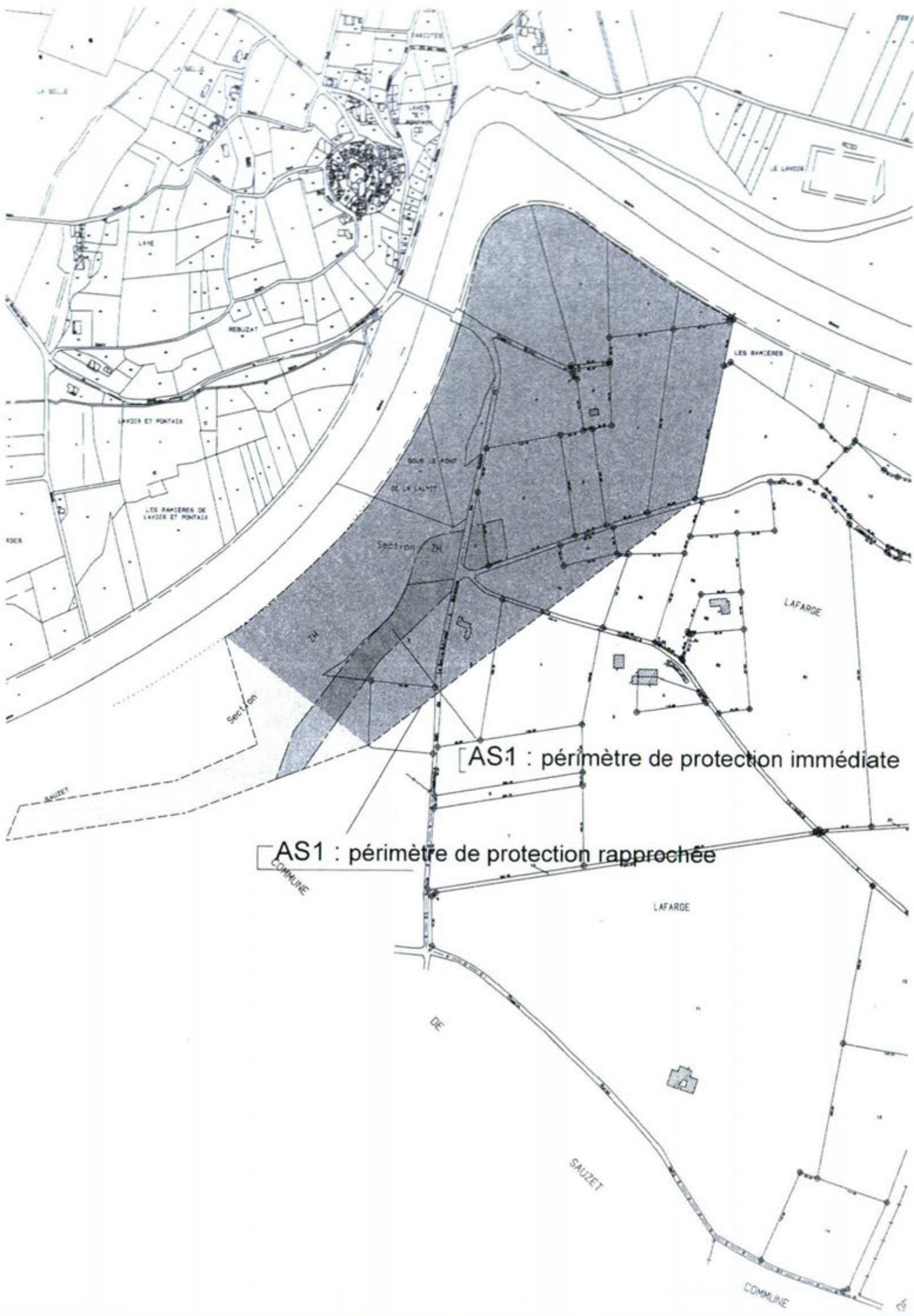
Fait à Valence, le 13 JUIL 1998

Pour annulation,
Le Chef de Bureau


Annie KESSAS

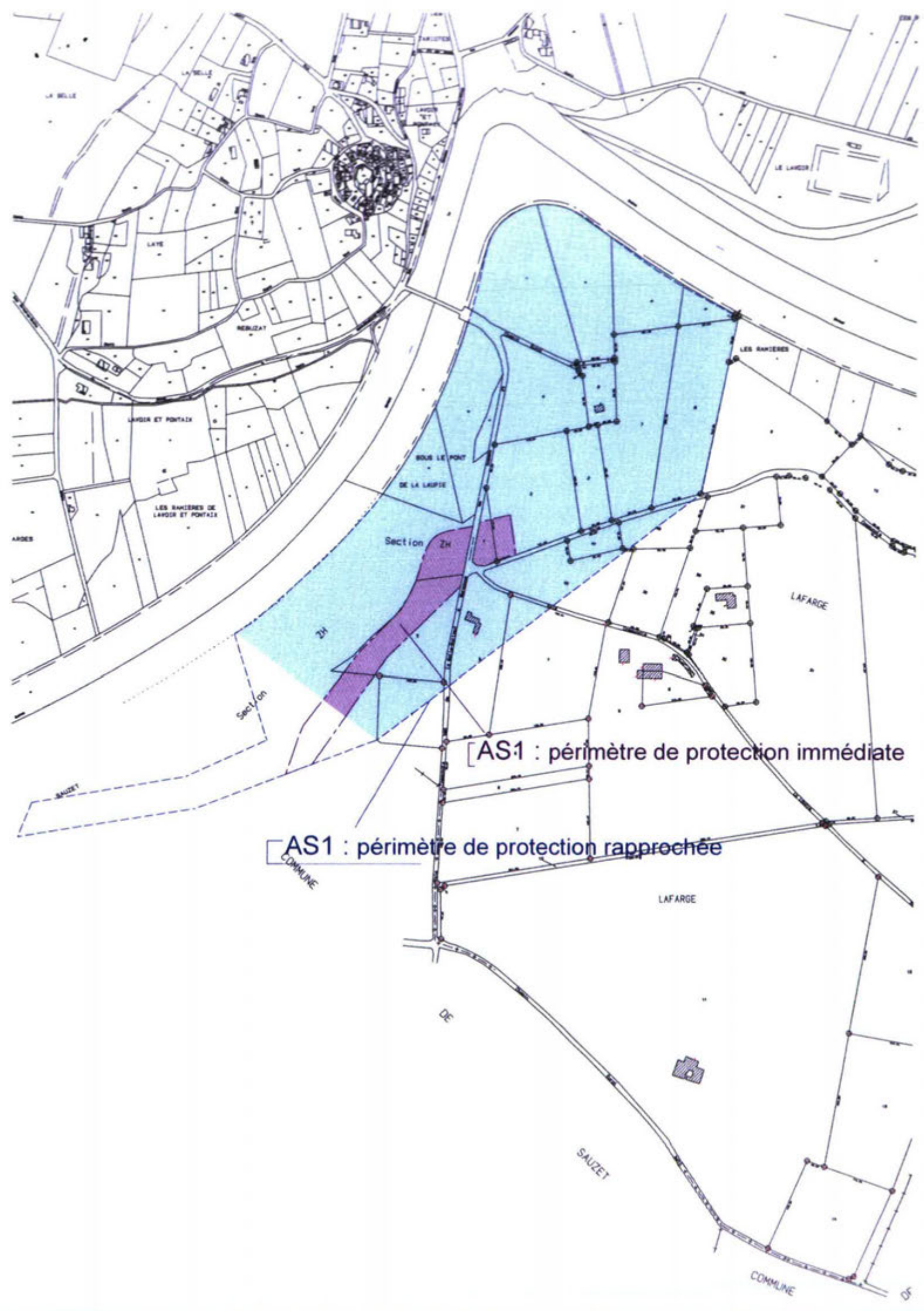
Le Préfet,

Bernard COQUET



AS1 : périmètre de protection immédiate

AS1 : périmètre de protection rapprochée



AS1 : périmètre de protection immédiate

AS1 : périmètre de protection rapprochée

Commune de La Laupie
(Drôme)

P.L.U.

Plan local d'urbanisme

(REVISION DU P.O.S. ET TRANSFORMATION EN P.L.U.)

Sous dossier

AUTRES ANNEXES

DPLU

Périmètre PAE

Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme

Protection captages de sources

Zones de risques (inondations, glissements de terrain)

Classement sonore des infrastructures terrestres (ferroviaires)

Espaces Naturels Sensibles Potentiels (& chemins inscrits au P.D.I.P.R.)

Cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des bonnes conditions agricoles et environnementales ("corridors écologiques")

Etude d'aptitudes des sols à l'assainissement autonome dans la zone Ui (extraits du S.G.A.).

Zone concernée par l'infrastructure pétrolière de défense commune.

ARRETE N° 07- 4586

Modifiant l'arrêté n°06-3697 du 24 juillet 2006 relatif à la définition des cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des bonnes conditions agricoles et environnementales

Le Préfet de la DROME,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le règlement CEE n°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régime de soutien en faveur des agriculteurs et ses règles d'application,

Vu le décret n°2004-1429 du 23 décembre 2004 relatif aux exigences réglementaires en matière de gestion des exploitations et aux bonnes conditions agricoles et environnementales conditionnant la perception de certaines mesures de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant le code rural,

Vu l'arrêté du 12 janvier 2005 pris pour l'application des articles R 615-10 et R 615-12 du code rural et relatif aux règles de couvert environnemental et d'assolement,

Vu l'arrêté préfectoral n°06-3697 du 24 juillet 2006 modifiant l'arrêté n° 05-4152 du 15 septembre 2005 relatif à la définition des cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des bonnes conditions agricoles et environnementales,

Vu l'arrêté préfectoral n°07-1180 du 18 mars 2007 relatif aux conditions d'éligibilité aux paiements de certaines cultures arables sur la base des rendements irrigués, aux usages locaux, aux zones de productions de semences, aux surfaces fourragères et aux bonnes conditions agricoles et environnementales,

Considérant la nécessité réglementaire d'inclure dans la cartographie des cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées les cours d'eau identifiés en traits pleins bleus sur la carte IGN au 1/25 000

Considérant la consultation des agriculteurs à laquelle il a été procédé par courrier aux maires en date du 13 juillet 2007

Considérant les observations parvenues à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur la cartographie des cours d'eau devant être bordés par une bande enherbée établie pour la campagne agricole 2007/2008,

Considérant l'expertise effectuée pour chaque observation par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,

Considérant suite à cette expertise que la cartographie éditée en 2006 nécessite d'être revue

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la DROME,

ARRETE

Article 1^{er} - OBJET

Le présent arrêté a pour objectif de définir les cours d'eau du département de la Drôme sur lesquels s'appliquent la Bonne Condition Agro-Environnementale « Mise en place d'une surface minimale en couvert environnemental », définie dans le cadre de la conditionnalité des aides de la nouvelle politique agricole commune (PAC).

Ces cours d'eau doivent être obligatoirement bordés par une surface minimale en couvert environnemental, appelée bande enherbée. Cette implantation doit respecter les prescriptions relatives à la mise en place d'un couvert environnemental définies par l'arrêté préfectoral n° 07-1180 du 18 mars 2007, dont l'article 16 est modifié par le présent arrêté.

Article 2 – CHAMP D'APPLICATION

Sont considérés comme devant être obligatoirement bordés par des bandes enherbées, les cours d'eau apparaissant sur une cartographie numérique dénommée « cours d'eau retenus pour la mise en place des couverts environnementaux » établie à partir d'une expertise de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt s'appuyant notamment sur les bases de données SCAN 25 (©IGN – SCAN 25® mise à jour 2005) et BD CARTHAGE (©IGN PARIS 2005 – BD Carthage® version 3.0).

Cette cartographie à l'échelle 1/25 000 est consultable par commune dans chaque mairie ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Ne sont pas concernés par la mise en place d'une bande enherbée, les canaux d'irrigation et de drainage, les tronçons de cours d'eau bordés par une digue de plus de 50 centimètres de hauteur, même s'ils apparaissent sur la cartographie mentionnée ci-dessus. La hauteur de digue s'estime du côté de la parcelle agricole.

ARTICLE 3 – DUREE DE VALIDITE

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables pour les campagnes agricoles 2007/2008 et suivantes.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

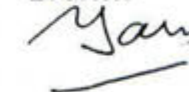
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP 1135 38022 GRENOBLE Cédex).

ARTICLE 5 – PUBLICATION ET EXECUTION

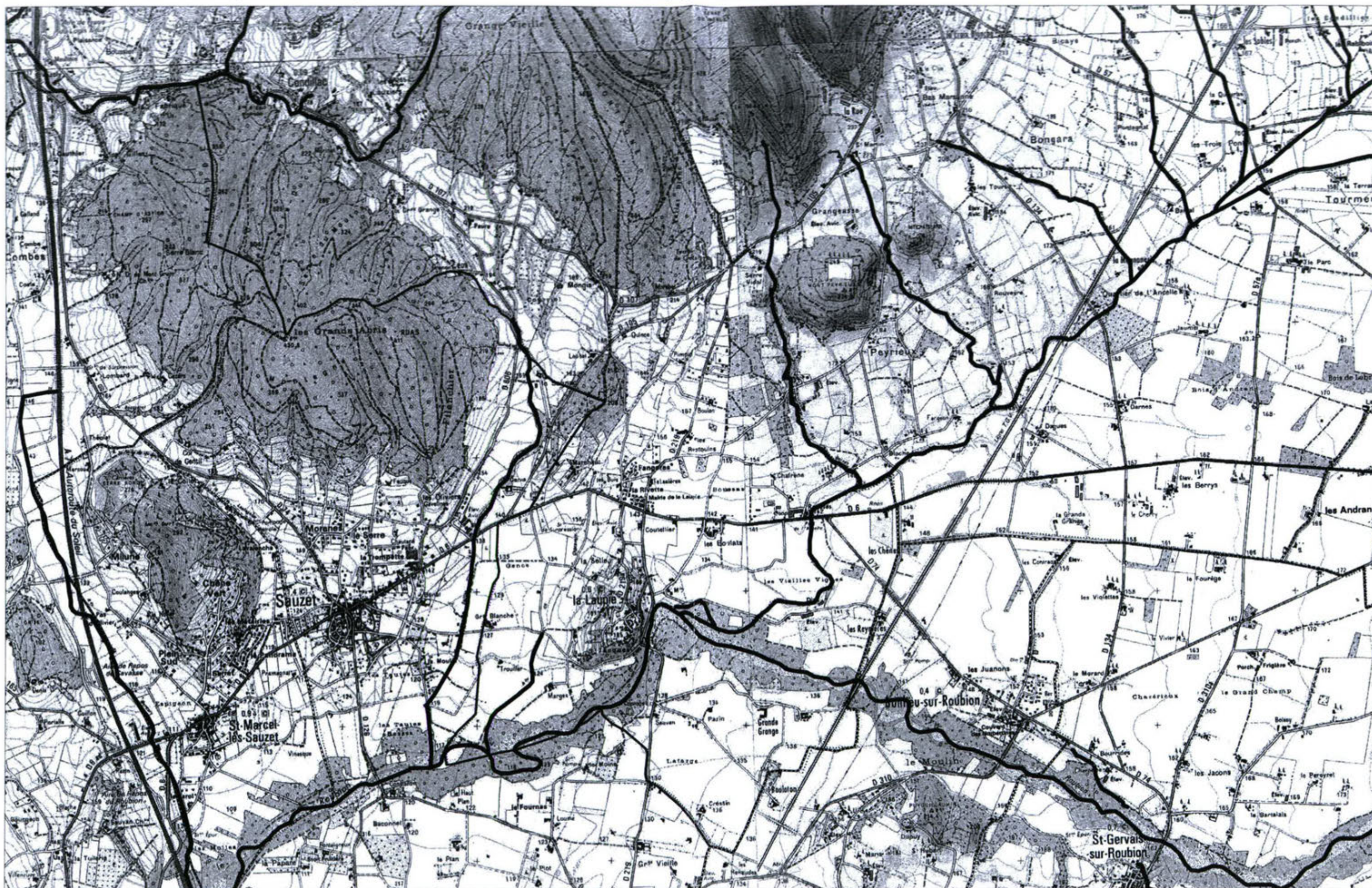
Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets des arrondissements de Die et de Nyons, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfecture, dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Fait à Valence, le 10 SEP. 2007
Le Préfet



Jean-Claude BASTION





**Direction
Départementale
de l'Équipement**

Drôme

Service Routes

Valence, le 14 Octobre 1998

Classement sonore des infrastructures

de transports terrestres

◆◆◆

Arrêté du 30 mai 1996

◆◆◆

RAPPORT DE CLASSEMENT

Ce rapport de classement a pour but de :

- préparer l'arrêté préfectoral de classement,
- préparer la consultation des communes,
- préciser la méthodologie d'étude utilisée et de justifier les classements proposés.

Il est rappelé que le classement vise à répartir suivant 5 catégories les différentes voies de transports terrestres en fonction de leur niveau de nuisance sonore. Les bâtiments à construire à proximité de ces voies devront être dotés de certaines protections acoustiques.

Ce dispositif préventif s'appuie sur quatre textes réglementaires principaux :

- la Loi Bruit du 31 décembre 1991,
- le Décret du 9 janvier 1995,
- l'arrêté du 30 mai 1995
- une circulaire d'application en cours.

Les classements proposés se rapportent aux réseaux suivants : autoroutes, routes nationales et départementales, voirie des 6 principales communes du département et voies ferrées SNCF.

METHODOLOGIE D'ETUDE UTILISEE

Les éléments méthodologiques et techniques permettant de réaliser le classement sonore des infrastructures en application de la réglementation et la conduite en études jusqu'à la préparation des arrêtés préfectoraux sont basés sur le rapport d'étude de mars 1998 du CERTU (Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les Constructions Publiques).

Le Service Routes de la Direction Départementale de l'Équipement a été chargé de procéder au classement sonore en raison de ses connaissances des paramètres routiers. Le Chef de projet désigné a procédé par approches successives avec la participation des différents partenaires. La prise en charge des études a été répartie progressivement de la façon suivante :

- routes nationales du département (RN 7, RN 532, RN 102, RN 95, LACRA, RN 1532, RN 92) : études entièrement réalisées par la DDE courant 1997 ;
- routes départementales de plus de 5 000 véhicules/jour hors agglomérations principales : études réalisées par le S.T.D. (Service Technique Départemental) avec le soutien du Service Routes de fin 1997 à début 1998 ;
- voirie communale et routes départementales pour les agglomérations de Valence, Bourg-lès-Valence, Romans, Bourg-de-Péage, Montélimar et Pierrelatte : études réalisées en collaboration entre le Service Routes de la DDE et les Services Techniques des communes précitées entre octobre 1997 et mai 1998 ;
- Autoroute A7 (ASF), A 49 (AREA) et voies ferrées SNCF : études réalisées par les sociétés avec proposition de classement au cours du 1^{er} semestre 1998.

Bernard MIEGE, acousticien au Service Aménagement Urbain et Environnement du CETE de Lyon (Centre d'Études Techniques de l'Équipement) a assuré un concours régulier de conseils.

La concertation a été le plus souvent directe mais aussi organisée à travers des réunions comportant les acteurs du département :

- groupes techniques en avril et juin 1997 pour informer, rechercher et définir la méthodologie à mettre en place ;
- MIB (Mission Interservices Bruit) de la Préfecture,
- comité de pilotage chargé de conduire les études et la procédure de classement mises en place dans le département de la Drôme par arrêté préfectoral du 6 octobre 1997.

Les membres de ce comité représentants :

- les services de l'État, du Département,
- les communes par l'intermédiaire de l'Associations des Maires de la Drôme,
- les sociétés d'autoroutes et de la SNCF,

se sont réunis le 21 octobre 1997 et le 21 avril 1998. Une nouvelle réunion est prévue après la consultation des Communes.

CHOIX GÉNÉRAUX APPLIQUÉS DANS L'ÉTUDE

1 - Infrastructures à classer

- Les routes écoulant un trafic journalier moyen annuel supérieur à 5 000 véhicules en 1996 et les projets en cours.

Toutefois, pour les routes départementales, afin d'assurer des continuités d'itinéraire ou d'évolution rapide, le trafic de prise en compte a été quelques fois ramené à 4 500 véh./jour.

- Les segments de ligne SNCF dont le trafic en 1995 était supérieur à 45 trains par jour.

2 - Horizon de classement et hypothèses de trafic

- Le débit de circulation des voies étant le principal paramètre du classement, les hypothèses d'évaluation de trafic retenues à l'horizon 2015 sont :
 - autoroutes et LACRA : 2,5 % d'augmentation linéaire par an ;
 - routes nationales : 1 % d'augmentation par an ;
 - routes départementales : 0 % sauf certaines sections dans la plaine de Valence-Chabeuil ;
 - voirie communale : 0 % sauf cas particuliers compte tenu de la saturation en centre ville ;
 - voies SNCF : prise en compte des projets ferroviaires liés au TGV jusqu'à l'horizon 2010.

3 - Méthode de calcul

La totalité des classements ont été réalisés par calcul (et non sur la base de mesures in situ) à partir des paramètres routiers de base :

- type de profil : rue en U ou tissu ouvert,
- trafics connus des années 1996 et 1997 ou mesurés en 1998, le plus souvent par les moyens propres à la DDE, y compris le pourcentage de poids lourds ;
- largeur de la plate-forme connue ou estimée ;
- les rampes : le plus souvent en horizontal pour les voies classées dans le département ;
- la vitesse maximale autorisée, l'allure fluide ou pulsée ;
- le type de revêtement de chaussée en général en enrobés ;
- le nombre de files de circulation existantes.

Les itinéraires ont été découpés en tronçons acoustiquement homogènes. La connaissance du terrain par les techniciens chargés du recueil des données a été prépondérante pour les RN, RD et voirie communale en centre urbain. L'ensemble du travail a ainsi pu être réalisé en régie.

Les données autoroutières sont beaucoup mieux connues.

En ce qui concerne la SNCF, la détermination du nombre de trains entre les deux périodes (6 H - 22 H et 22 H - 6 H) a été établie par analyse des Fascicules Horaires sur une durée d'une semaine.

Les paramètres identifiés par tronçons homogènes ont été traités par logiciel informatique :

- CARTOBRUIT pour les routes,
- LAEQSNCF pour les voies ferrées.

Les résultats de premier classement obtenus ont été, dans la mesure du possible, soumis à des avis extérieurs comme les subdivisions de la DDE afin d'affiner le classement dans les zones limites notamment.

INFORMATION DES COMMUNES

Avant la consultation des Communes par le Préfet prévue au cours de l'automne 1998, les mairies concernées par les secteurs affectés par le bruit ont pu être informées de la démarche de classement :

- de manière directe par les agents de la DDE, des Services d'Aménagement ou des subdivisions, formés en mars 1998 ;

- par une notice d'information ci-jointe réalisée par la DDE en avril 1998 et diffusée à 120 maires de la Drôme ainsi qu'aux Sous-Préfets de Die et de Nyons par lettre de M. le Préfet en date du 9 juin 1998.

PROPOSITIONS D'ARRETES DE CLASSEMENT

Six arrêtés de classement sont proposés en fonction :

- de la maîtrise d'ouvrage des voies,
- des secteurs géographiques pour les 6 principales communes.

1^{er} arrêté

- Pour les infrastructures routières : routes nationales en totalité, routes départementales hors agglomérations importantes et autoroutes.

4 arrêtés

- pour les infrastructures routières comprenant une voirie communale et routes départementales des agglomérations de :
 - Valence - Bourg-lès-Valence
 - Romans - Bourg-de-Péage
 - Montélimar
 - Pierrelatte

Seules ces 6 communes présentent, à l'intérieur de leur agglomération, une voirie communale ou départementale avec des sections de plus de 5 000 véhicules par jour.

6^{ème} arrêté

- Infrastructures SNCF.

MISE EN APPLICATION DU CLASSEMENT SONORE

A l'issue de la procédure, les communes devront reporter dans les documents annexes des POS et des PAZ le classement des voies concernées et les secteurs affectés par le bruit qui y sont associés.

ANNEXES

- Récapitulatif général des communes et voies concernées.
- Carte schématique du département de la Drôme.
- Extrait de classement par commune.
- Notice d'information de la DDE de mars 1998.

PREFECTURE DE LA DROME

PROJET D'ARRETE DE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

Le Préfet du département de la Drôme,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu l'avis des communes en date du

Vu l'avis du comité de pilotage en date du

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

| Nom de l'infrastructure | Délimitation du tronçon | Communes concernées | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit | Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert) |
|---|------------------------------------|---|-------------------------------|--|--|
| VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE" | KM 571+414 à KM 688.744 | SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE LIVRON LORJOL SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE | 1 | 300 m | ouvert |
| VOIE FERREE "LIGNE TGV" | KM 454+327 à limite départementale | LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSANNE BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DVAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE | 1 | 300 m | ouvert |
| VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL" | KM 1+200 à KM 7+800 | BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE | 2 | 250 m | ouvert |

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

| CATEGORIE | Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A)) | Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A)) |
|-----------|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

Ces niveaux sonore sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètre au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considéré comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les **infrastructures ferroviaires**, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

| | |
|------------------------|--------------------------|
| ALLAN | MALATAVERNE |
| ANDANCETTE | MANTHES |
| BONLIEU SUR ROUBION | MARSANNE |
| BOURG LES VALENCE | MARSAZ |
| BREN | MERCUROL |
| CHABEUIL | MONTBOUCHER SUR JABRON |
| CHABRILLAN | MONTELIER |
| CHATEAUNEUF DE GALAURE | MONTELMAR |
| CHATEAUNEUF DU RHONE | MONTMEYRAN |
| CHATEAUNEUF SUR ISERE | MONTVENDRE |
| CHAVANNES | MORAS EN VALLOIRE |
| CLAVEYSON | MUREILS |
| CREST | OURCHES |
| CROZES HERMITAGE | PIERRELATTE |
| DIVAJEU | PONSAS |
| DONZERE | PONT D'ISERE |
| EROME | PORTES LES VALENCE |
| ESPELUCHE | ROUSSAS |
| EURRE | ROYNAC |
| GERVANS | SAINT MARCEL LES VALENCE |
| GRANGES GONTARDES | SAINT RAMBERT D'ALBON |
| LA COUCOURDE | SAINT SORLIN EN VALLOIRE |
| LA GARDE ADHEMAR | SAINT VALLIER |
| LA LAUPIE | SAULCE |
| LA MOTTE DE GALAURE | SAUZET |
| LA ROCHE SUR GRANE | SAVASSE |
| LAPEYROUSE MORNAY | SERVES SUR RHONE |
| LAVEYRON | TAIN L'HERMITAGE |
| LES TOURETTES | UPIE |
| LIVRON | VALENCE |
| LORJOL | VAUNAVEYS LA ROCHETTE |

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Equipeement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.